

L'edification Des Relations Pour la paix.



WANEP
West Africa Network for Peacebuilding

rapport *annuel* 2010



WANEP
rapport annuel
2010



West Africa Network for Peacebuilding



a not-for-profit making organisation working in collaborative peacebuilding

WANEP—West Africa Network for Peacebuilding

DONATEURS/PARTENAIRES

- ECOWAS
- FNISH PROGRAM
- ARD- EWARDS
- MDG3 IFOR/WPP PROGRAM
- G-RAP CORE PROJECT
- GTZ
- IBIS
- MacArthur Foundation
- NPI
- SIDA
- ECCP-GPPAC

Board Members



Michel Mian
Board Chair

Au nom du Conseil Régional, je suis très heureux d'exprimer notre gratitude à toutes les organisations-membres de WANEP, aux Conseils et aux Secrétariats nationaux, au Secrétariat régional ainsi qu'à l'équipe de gestion de WANEP.

Vice Chair



Lydia Umar

Member



Isaac Albert

Member



Christiana Thorpe

Member



William Awinador
Kanyirge

Member



Fatoumattou
Batoko-Zossou

Member



Seth Kluvia

Table des matières

| | page |
|--|-----------|
| Apropos de WANEP | 1 |
| Message du Président du Conseil d'Administration | 3 |
| Rapport de l'administration | 5 |
| Introduction | 8 |
| 2010: Perspective de la situation de la Paix et de la Sécurité en Afrique de l'Ouest | 9 |
| Activités Régionales en 2010 | 13 |
| Programme de l'observatoire de la Justice | 14 |
| Programme d'Alerte Précoce et de Réponse Rapide | 14 |
| Programme De Dialogue Au Sein Des Communautés Et Entre Les Communautés | 16 |
| Programme Du Réseau Des Femmes Dans La Construction De La Paix | 18 |
| Institut Ouest-Africain de Construction de la Paix (WAPI) | 21 |
| Réunions, Événements et Engagements de Partenariat | 22 |
| Partenariat WANEP —CEDEAO | 23 |
| Partenariat WANEP —Union Africaine | 24 |
| Activités WANEP —Nations Unies | 25 |
| Partenariat WANEP —OSCs Régionales | 26 |
| Partenariat WANEP —OSCs globales | 27 |
| Activité des Réseaux Nationaux en 2010 | 28 |



Activité des Réseaux Nationaux en 2010

- WANEP–Benin
- WANEP–Cote D'Ivoire
- WANEP–Cap-Vert
- WANEP–the Gambia
- WANEP–Ghana
- WANEP–Guinea
- WANEP–Liberia
- WANEP–Mali
- WANEP–Nigeria
- WANEP–Senegal
- WANEP–Sierra Leone
- WANEP–Togo

LIST OF ACRONYMS

| <i>Acronyms</i> | <i>Meanings</i> |
|-----------------|--|
| AGM | Annual General Meeting |
| AHSI | African Human Security Initiative |
| CENA | National Electoral Commission |
| CSOs | Civil Society Organizations |
| CSTs | Community Surveillance Teams |
| ECOSAP | ECOWAS Small Arms Programme |
| ECCP | European Centre for Conflict Prevention |
| GANSA | Gambia Action Network on Small Arms |
| GPPAC | Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict |
| IFES | International Foundation for Electoral Systems |
| KAIPTC | Kofi Annan International Peacekeeping Training Centre |
| MARWOPNET | Mano River Women's Peace Network |
| OSIWA | Open Society Initiative for West Africa |
| PPLM | Pain Pour Le Monde |
| TRC | Truth and Reconciliation Commission |
| TJRC | Truth, Justice and Reconciliation Commission |
| USIP | United States Institute of Peace |
| UNDP | United Nations Development Programme |
| WIPNET | Women in Peacebuilding Programme |
| WAPI | West Africa Peacebuilding Institute |
| GTZ | German Technical Co-operation |
| ACCORD | Africa Centre for the Constructive Resolution of Disputes |
| ISS | Institute for Security Studies |
| CIDCM | Centre for International Development and Conflict Management |
| EDWARDS | Early Warning and Response Design Support |
| PACWA | Peace and Conflict in West Africa |
| MOWAC | Ghana Ministry of Women and Children's Affairs |
| EWD | Early Warning Directorate |
| SCONPA | Strategic Conflict and Peace Assessment |
| JAES | Joint Africa–EU Strategy |
| AMISOM | Africa Union Mission in Somalia |
| EPLO | European Peacebuilding Liaison Office |
| UNDEF | United Nations Democracy Funds |
| ECOSAP | ECOWAS Small Arms Programme |
| CMC | Cluster Munitions Coalition |
| GAP | Ghana Alert Project |
| WAPP | West Africa Peacebuilding Project |

A Propos de WANEP «««

Le Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP) est une organisation à but non lucratif œuvrant dans l'Édification collective de la paix. Fondé en 1998 pour répondre aux nombreuses guerres qui tourmentaient l'Afrique de l'Ouest à la fin des années 80, WANEP a des réseaux nationaux dans 14 des 15 États de l'Afrique de l'Ouest. Il a son Secrétariat Régional à Accra au Ghana. WANEP compte actuellement plus de 450 organisations de la Société Civile (OSC) réparties dans les 14 réseaux nationaux.

VISION

Une région Ouest-Africaine caractérisée par des communautés paisibles où la dignité de la personne humaine est primordiale et où le peuple peut satisfaire ses besoins humains fondamentaux et décider en toute indépendance.

MISSION

Permettre et faciliter le développement des mécanismes d'édification de la paix en vue d'une coopération entre les praticiens des organisations de la société civile en Afrique de l'Ouest tout en encourageant des réponses collectives aux conflits violents. Etablir une structure à travers laquelle ces praticiens et institutions peuvent régulièrement échanger leurs expériences et partager des informations sur les problèmes relatifs à la consolidation de la paix, la transformation des conflits, la réconciliation sociale, religieuse et politique; encourager enfin les valeurs socioculturelles de l'Afrique de l'Ouest comme sources de consolidation de la paix."

OBJECTIFS STRATEGIQUES

- ✓ Renforcer la capacité des organisations et des praticiens de la construction de la paix opérant en Afrique de l'ouest à s'engager activement dans la transformation des conflits violents en usant de stratégies non-violentes;
- ✓ Développer en Afrique de l'ouest un mécanisme de prévention des conflits en vue de surveiller, d'analyser et de réagir devant ces conflits;
- ✓ Engendrer des politiques et pratiques de la construction de la paix en Afrique de l'Ouest et renforcer la capacité des femmes ouest-africaines à participer aux processus d'édification de la paix à tous les niveaux;
- ✓ Promouvoir une culture de la non-violence et de la responsabilité sociale parmi la jeunesse en Afrique de l'ouest;
- ✓ Renforcer la base conceptuelle des programmes de WANEP à travers la Recherche, la Documentation, le Suivi et l'Évaluation;
- ✓ Renforcer la formulation d'une politique de la paix, de l'influence sur la paix et de la sécurité humaine par la création de liens aux niveaux régional et international et par le plaidoyer.

WANEP MAP



Message du Président du Conseil de WANEP«««

Michel Mian

Au nom du Conseil Régional, je suis très heureux d'exprimer notre gratitude à toutes les organisations-membres de WANEP, aux Conseils et aux Secrétariats nationaux, au Secrétariat régional ainsi qu'à l'équipe de gestion de WANEP. Au cours de l'année écoulée, la structure administrative de WANEP a permis aux divers secteurs de rendre compte les uns aux autres des activités exécutées au sein de l'organisation et de renforcer la performance institutionnelle du Réseau. Nous devons soutenir une bonne gouvernance et un niveau élevé de prestation institutionnelle au sein de WANEP afin d'optimiser notre capacité à construire la paix et à prévenir les conflits en Afrique de l'Ouest.

Au cours de l'année écoulée, WANEP a entrepris plusieurs activités qui ont contribué à renforcer la sécurité humaine. Ces activités continuent de rehausser le profil de WANEP aux niveaux national et régional ainsi que dans la communauté internationale des Organisations opérationnelles dans la construction de la paix. La contribution de WANEP au Mécanisme de prévention des conflits de la CEDEAO à travers le Système d'Alerte Précoce (ECOWARN) continue d'être très appréciée. WANEP a aussi accru sa contribution aux travaux de la Commission 'Paix et Sécurité' de l'Union Africaine à travers la Déclaration «Agissons pour la Paix» de l'Union Africaine. En particulier, je prends note de la contribution de WANEP au Processus de Dili sur le Dialogue International et la Construction des États ainsi que de la représentation de notre Institution comme l'une des quatre Organisations de la Société Civile inscrite sur la liste du Groupe de travail sur le Dialogue Politique du Processus de Dili. En même temps que nous nous félicitons des efforts de WANEP, nous remarquons que la nouvelle menace à la paix et la stabilité en Afrique de l'Ouest au cours de l'année 2010 tourne autour de l'organisation d'élections crédibles et pacifiques. C'est un autre domaine où l'intégration de la construction de la paix et de la construction des États éclaire le contexte ouest-africain avec beaucoup plus d'évidence. Aujourd'hui plus que par le passé, WANEP a le devoir de coordonner et de jouer un rôle de leadership dans le renforcement de

la capacité de la Société Civile à promouvoir la sécurité humaine, la prévention des conflits et la construction de la paix.





— Michel Mian

Les expériences de construction de la paix et les écueils rencontrés sur le parcours durant l'année nous obligent à travailler impérativement au renforcement des aptitudes internes des états au dialogue politique. Comment peut-on soutenir les institutions étatiques, en particulier celles qui gèrent les élections, de façon qu'elles remplissent leurs fonctions de manière professionnelle, en toute impartialité, sans aucune entrave ? Voilà une dimension essentielle de la construction des États. L'on doit entretenir, au sein des pays, un dialogue politique qui s'accompagne du développement des

institutions étatiques qui sont des modèles d'intégrité qui forcent le respect des citoyens. Pendant que ces institutions vont s'employer à promouvoir le dialogue, l'on développera, entre l'État et la société, un environnement propice à l'établissement de meilleures relations, ce qui aura pour effet d'accroître la confiance, la cohésion et les pratiques démocratiques inclusives qui contribueront toutes, à l'organisation de transitions politiques pacifiques. J'exhorte toutes les organisations-membres et tous les réseaux nationaux à intégrer, au niveau national, cette donnée incontournable dans la conception de programmes nationaux pendant que le Secrétariat Régional fournit le soutien nécessaire et met à disposition les liens et le plaidoyer internationaux pour imprimer une plus grande énergie à cette initiative.

L'année 2010 a été très enrichissante. Malgré les nombreux défis, le Niger a réussi à mettre en place toutes les structures nécessaires à la conduite des élections au début de l'année 2011. La Guinée-Conakry a prouvé son aptitude à se ressaisir et a réussi à réaliser la toute première transition démocratique dans ce pays. Cette étape a été franchie avec beaucoup de difficultés ; il fut un temps où certaines institutions internationales ont rayé la Guinée de leur liste et lancé l'alerte au "nettoyage ethnique". La Côte d'Ivoire n'a pas réussi à accomplir la promesse de la Guinée ; cependant nous devons garder l'espoir que l'on aboutira à une transition qui respecte la volonté de sa population. Au nom du Conseil d'Administration, je vous exhorte tous à continuer à travailler avec ardeur et à vous impliquer dans les activités de construction de la paix avec

un regain d'énergie et de dévouement tout au long de l'Année 2011. Je souhaite à tout le personnel de WANEP, tant au niveau national que régional, une Bonne et Heureuse Année. Que Dieu bénisse WANEP. Que Dieu bénisse l'Afrique.



Rapport de l'Administration

En 2010, le Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP) a poursuivi sans relâche ses efforts pour se maintenir comme une organisation viable et crédible de construction de la paix en Afrique de l'Ouest, issue de la société civile. Ces efforts ont accru l'influence de WANEP et sa capacité à améliorer, à contribuer aux initiatives de construction de la paix à travers la sous-région. Je suis très heureux de présenter dans les pages qui suivent, un compte-rendu succinct de la contribution de WANEP à la paix et à la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest en 2010.

Au Secrétariat régional, M. Chukwuemeka Eze, l'ancien coordinateur national de WANEP-Nigeria a remplacé M. Takwa Suifon au poste de Directeur de programme. M. Suifon a rejoint la Commission 'Paix et Sécurité' de l'Union africaine à la fin de l'Année 2009. Le plan stratégique de WANEP a été révisé pour réajuster les programmes régionaux tout en maintenant les objectifs du programme de base et en améliorant leur mise en œuvre aux niveaux nationaux. Les avantages d'une telle réorganisation sont remarquables dans la mesure où les programmes régionaux exercent une influence verticale, depuis le niveau de la communauté jusqu'à celui de la région en passant par celui des pays. Les réseaux nationaux sont maintenant en train d'optimiser les réponses aux questions spécifiques nationales à la lumière des expériences d'autres réseaux nationaux dans la pratique de la construction de la paix. Un tel enrichissement réciproque et un tel échange entre les réseaux nationaux contribuent énormément à la promotion de la sécurité humaine dans la sous-région par le seul fait qu'ils engendrent des connaissances et des pratiques locales. Il y a une immense satisfaction née de l'amélioration des compétences au niveau national. Il s'ensuit que La présence de WANEP se manifeste davantage dans les communautés locales et au niveau national tandis que la coordination au niveau régional confère à l'institution du professionnalisme et de l'efficacité. La conséquence directe est un soutien

complémentaire et un volume de travail de plus en plus accrus avec les gouvernements nationaux et la CEDEAO. Dans certains pays, WANEP a été invité à jouer un rôle d'intermédiaire et à assurer la médiation dans des conflits sensibles et politiques au sein de communautés ou entre des communautés différentes.

Au niveau des réseaux nationaux, WANEP s'est agrandi avec la mise en place des structures de réseau national et de secrétariat au Cap-Vert et au Mali. En conséquence, le nombre de pays où WANEP est présent au niveau national à travers des réseaux nationaux bien structurés est passé à quatorze. Notre Institution prévoit de terminer les structures des réseaux nationaux avec la mise en place d'un secrétariat national au Niger au cours de l'année à venir. La structure institutionnelle de notre organisation et l'avantage comparatif qui en découle ont favorisé notre contribution efficace à la promotion de la sécurité humaine. A travers son Programme dénommé 'Réseau d'Alerte et de Réaction Précoces en Afrique de l'Ouest (WARN)', WANEP a amélioré l'efficacité de la collecte de données et de l'analyse des conflits dans son partenariat avec la CEDEAO pour la mise en œuvre du Mécanisme d'Alerte Précoce encore appelé ECOWARN.



Au cours de l'année 2010, WANEP a conçu des Systèmes Nationaux d'Alerte Précoce (NEWS/SNAP) pour renforcer davantage l'alerte précoce afin de prévenir des conflits aux niveaux nationaux. Cela permettra, à un autre niveau, d'améliorer l'alerte précoce au niveau régional à travers l'ECOWARN. Sous l'égide du Réseau des Femmes Engagées dans la Construction de la Paix (WIPNET), l'on a entrepris un examen approfondi de la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l'ONU. A travers une Conférence Régionale organisée en Côte d'Ivoire, les Femmes praticiennes de la Construction de la paix ont insufflé une nouvelle impulsion au rôle des femmes dans la consolidation de la paix. L'Institut Ouest-Africain de Construction de la Paix (WAPI) a organisé avec succès une conférence qui a réuni des participants venus de 17 pays d'Afrique ainsi que des membres du personnel des Nations-Unies.

Avec la signature d'un Protocole d'accord pour la mise en œuvre du Programme de WAPI, WANEP est passé à une étape supérieure dans son partenariat avec le Centre International Kofi Annan pour la Formation au Maintien de la Paix (KAIPTC). Les deux institutions collaboreront plus étroitement à la conception et à la mise en œuvre d'une formation de qualité dans le domaine de la construction de la paix pour répondre à la nécessité d'accroître le nombre de praticiens de la construction de la paix en Afrique Occidentale et au-delà. Dans le cadre du programme de dialogue et de médiation, WANEP a pris, au cours de l'année, diverses initiatives pour répondre aux crises tout en établissant des synergies avec les autres programmes en vue de soutenir les efforts de prévention des conflits.

A Bawku, dans la région Nord-Est du Ghana, WANEP a travaillé avec des Députés de la région et a convoqué les leaders des Communautés impliquées dans le conflit à un Dialogue qui les a réunis autour d'une table pour se parler et mettre fin à la violence entre les communautés ainsi qu'à l'esprit de vengeance qui s'étaient rallumés en Décembre 2007. L'effort se poursuit tout seul à présent avec la relance d'un comité de paix intercommunautaire fonctionnel qui se réunit régulièrement pour débattre et trouver une réponse aux menaces à la paix ainsi qu'à d'autres questions qui émergent et qui sont susceptibles de conduire à la violence. A Jos, État du Plateau en République Fédérale du Nigéria, des efforts ont été entrepris et se poursuivront l'année prochaine pour engager les principales parties concernées dans un processus de dialogue destiné à trouver une solution à la violence intercommunautaire et aux meurtres.

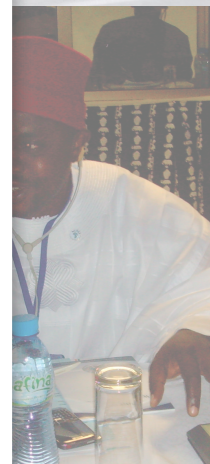
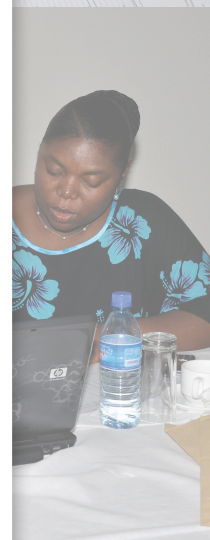
Les contributions à la tenue d'élections pacifiques ont figuré en bonne place dans les activités de WANEP au cours de l'année 2010. En Guinée-Conakry, en dehors des activités destinées à influencer la politique à travers la publication de communiqués et autres bulletins d'orientation, WANEP a organisé, en collaboration avec son réseau national, une série de tables rondes et de séances de travail dans le cadre du Partenariat Mondial pour la Prévention des Conflits Armés (GPPAC). Les principaux acteurs chargés de gérer les

élections guinéennes ont travaillé main dans la main avec la société civile, les partis politiques, les chefs religieux et autres groupes d'intérêt pour s'informer mutuellement de manière adéquate sur les mesures et les stratégies communes afin de garantir des élections sans violence et une transition pacifique. Les élections ont été organisées dans une grande tension nerveuse et dans des conditions extrêmement difficiles ; mais la Guinée est sortie victorieuse de l'une des transitions les plus âprement disputées de son histoire depuis l'accession du pays à l'indépendance il y a 52 ans. Des efforts similaires ont été déployés en Côte d'Ivoire à une échelle beaucoup plus élevée. WANEP-Côte d'Ivoire a été le chef de file de la coordination de l'éducation civique au sein de la Commission Électorale Indépendante (CEI) pour la tenue d'élections pacifiques. WANEP a travaillé de concert avec d'autres organisations de la société civile, notamment la CEDEAO et le PNUD tous fortement préoccupés d'aboutir à des élections crédibles et pacifiques. A la fin de l'année, après que l'on a organisé le dernier tour des élections, il était apparu évident que la Côte d'Ivoire s'acheminait vers une crise postélectorale, principalement en raison du refus du Président en exercice de se conformer aux résultats des élections et de reconnaître sa défaite. WANEP continuera d'œuvrer sans relâche à la promotion d'une transition pacifique en Côte d'Ivoire.

Le Directeur Général de WANEP a occupé le poste de Président du GPPAC en 2010 et continuera d'assumer cette fonction en 2011, c'est-à-dire à un moment crucial de la transformation de la Plate-forme mondiale. La GPPAC ne cesse d'exercer dans des domaines de plus en plus étendus une influence toujours plus grande pour amener les décideurs mondiaux à promouvoir la paix et à prévenir les conflits. Au cours de l'année, WANEP a conclu pour la première fois un partenariat avec l'Agence Suédoise pour le Développement-S-I-D-A. WANEP est très reconnaissant au S-I-D-A pour sa confiance et son soutien dans le renforcement de ses activités de construction de la paix et de prévention des conflits en Afrique de l'Ouest.

Au fil des années, WANEP s'est développé et s'est imposé comme une des principales voix et institutions de la Société civile qui contribuent à la prévention des conflits et à la construction de la paix en Afrique de l'Ouest et au-delà. Tout cela a été possible parce que des partenaires ont soutenu et financé aussi bien

l'Organisation que ses programmes d'activités. Nous leur sommes redevables à tous. Nous voudrions faire une mention spéciale du S-I-D-A pour sa contribution significative aux efforts de WANEP dans le renforcement de la capacité de la Société civile en matière de sécurité humaine, de prévention des conflits et de construction de la paix en Afrique de l'Ouest. WANEP remercie les Subventions EWARDS de l'USAID pour le soutien accordé à son institution. Cela lui a permis d'améliorer son Programme d'alerte précoce et d'intervention rapide et en particulier sa contribution au Mécanisme d'alerte précoce de la CEDEAO (ECOWARN). Nous remercions le Peuple et le Gouvernement de la Finlande à travers leur Ministère des Affaires étrangères pour son soutien sous forme de subventions qui a énormément contribué à la capacité de WANEP à faire face aux crises. Nous sommes également reconnaissants au Projet de Recherches et de Plaidoyer du Ghana (G-RAP) pour le soutien à notre institution, à IBIS-Afrique de l'Ouest pour ses importantes interventions et ses initiatives spéciales concernant le dialogue et la médiation ainsi que la surveillance des intimidations politiques et la promotion d'élections pacifiques. L'Agence Allemande de Coopération Technique GTZ a soutenu l'Institut Ouest-Africain de Construction de la Paix (WAPI), une Branche de WANEP tandis que la Fondation MacArthur a fourni un important soutien au Programme du Réseau des Femmes dans la Construction de la Paix (WIPNET), une autre Branche de WANEP. Au cours de l'année, nous avons travaillé avec des partenaires et nous avons apprécié la collaboration avec eux dans des domaines spécifiques. Au nombre de ces partenaires, nous pouvons citer, entre autres, le Centre International Kofi Annan de Formation au Maintien de la Paix (KAIPTC), l'Institut pour la Paix et la Résolution des Conflits (IPCR) au Nigeria, le 'United States Institute of Peace (USIP)' [L'Institut américain de la Paix], La Nairobi Peace Initiative-Afrique (NPI-Afrique) [L'Initiative de Paix de Nairobi-Afrique], le Centre Africain pour la Résolution Constructive des Conflits (ACCORD) et l'Institut d'Etudes sur la Sécurité (ISS). Notre gratitude va à tous les partenaires qui ont soutenu nos réseaux nationaux et leurs programmes et enfin, à tous ceux qui ont participé à titre bénévole, à nos programmes et activités à divers niveaux, à différents moments.





Introduction

Le Rapport annuel 2010 présente les activités de WANEP au niveau des secrétariats nationaux et régional. Alors que chaque réseau national développe ses programmes et ses projets sur la base des réalités et du contexte national, le Secrétariat régional travaille en étroite collaboration avec ses réseaux nationaux pour trouver une solution aux questions plus générales au niveau régional et international.

Dans ce rapport, nous présenterons d'abord un exposé succinct de la situation de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest en 2010 ; nous ferons ensuite un compte-rendu des activités du Secrétariat régional et des réseaux nationaux. Nous présenterons enfin les activités de WANEP, trimestre par trimestre, sous la forme de Bulletins trimestriels, tels que nous les téléchargeons sur notre site Internet (www.wanep.org).

Situation De La Paix Et De La Sécurité En Afrique De L'ouest En 2010«««

À la suite de l'adoption, en date du 31 août 2009, de la "Déclaration de Tripoli sur l'Élimination des Conflits en Afrique et la Promotion d'une Paix Durable par la Session Extraordinaire de l'Assemblée de l'UA", l'organisation continentale a proclamé l'année 2010, '**Année de la paix et de la sécurité en Afrique**'. Dans la sous-région ouest-africaine, l'année 2010 a été caractérisée d'abord par des succès dans la construction de la paix et la stabilité dans de nombreux pays, puis par un énorme pas en arrière en Côte d'Ivoire au moment où l'année touchait à sa fin.

La République de Guinée a organisé avec succès une véritable transition démocratique, pour la première fois en 52 ans, depuis l'accession du pays à l'indépendance. Il a fallu calmer des attaques et des accrochages causés par des ressentiments d'ordre ethnique, sauver le pays d'une guerre civile qui allait l'embraser tout entier. Le Niger, un pays sous sanction de la CEDEAO suite à un coup d'État militaire, a réussi à organiser un référendum sur une nouvelle constitution qui a reçu une vibrante approbation, ouvrant ainsi la voie à un retour à la démocratie avec l'élection présidentielle prévue pour Janvier 2011. Le Togo et le Burkina Faso ont procédé à leurs élections présidentielles, sans beaucoup de violence.

En dépit de l'échec en Côte d'Ivoire, l'Afrique de l'Ouest fait montre d'une aptitude et d'une expertise de plus en plus grandes à transformer des conflits au niveau communautaire et au niveau national. Il y a eu de nombreuses tensions politiques qui, dans le passé, auraient pu conduire à un recours généralisé à la violence et qui aurait embrasé des pays entiers. Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, a été le Sanctuaire où se sont conclus maints accords de paix en Afrique de l'Ouest. La Guinée a été remise sur les rails grâce à l'Accord de paix de Ouagadougou négocié par le Président Blaise Compaoré après la tentative d'assassinat du chef de la junte, Dadis Camara, tentative qui a failli faire dérailler le

processus de transition. Les élections ivoiriennes ont finalement été organisées grâce à l'Accord politique de paix de Ouagadougou qui a créé la situation de partage de pouvoir entre le gouvernement de Laurent Gbagbo et le chef de la rébellion, Guillaume Soro.

L'on trouvera ci-dessous un aperçu de la situation de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest au cours de l'année 2010. Les pays ont été regroupés en quatre catégories selon les critères d'alerte précoce de la CEDEAO.

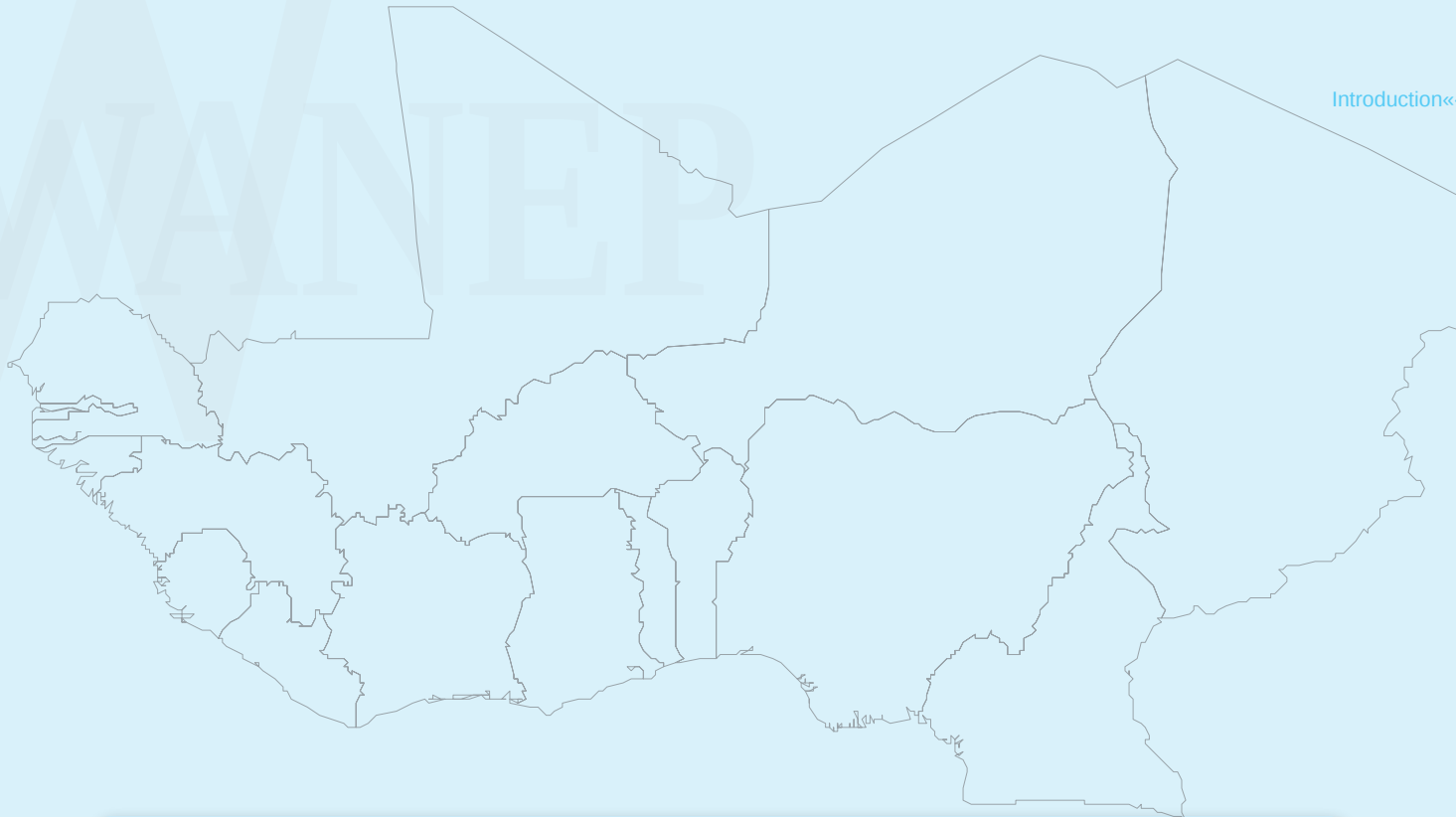
Dans la zone 1 (Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau et Sénégal), la situation de la politique générale et de la sécurité a été quelque peu stable sauf pour la Guinée-Bissau et le Sénégal. La Guinée-Bissau s'est trouvée à un doigt d'un autre coup d'Etat militaire qui allait exposer la fragilité du pays et l'intransigeance de l'armée devant un régime civil. L'Union Européenne a annoncé en août 2010, l'arrêt de son soutien à la réforme des forces de sécurité en Guinée Bissau. Le chef de la mutinerie, le Général de division Indjai a été nommé nouveau Chef d'état-major général des Armées et promu au grade de Lieutenant-Général. Sa nomination a été largement critiquée par la Communauté Internationale, y compris la CEDEAO.

Dans la Gambie voisine, alors que le Gouvernement a accompli des progrès significatifs sur le plan économique, la question qui a préoccupé tout le pays a été la détention et le procès pour trahison de l'ancien Chef d'état-major des Forces armées gambiennes Lang Tombong Tamba et sept autres, procès qui s'est terminé par la peine de mort prononcée contre les accusés. Peu de temps après, il y a eu la détention et la suite du procès de l'Inspecteur Général de la Police et du Directeur général de l'Agence nationale de lutte contre la drogue (NDEA). Les observateurs politiques sont préoccupés par la situation politique en Gambie compte tenu de la vague d'arrestations, de détentions et de disparitions de hauts fonctionnaires, de journalistes et de défenseurs des droits de l'Homme. Tout aussi inquiétante est l'annonce du gouvernement gambien faite au mois de mai, selon laquelle deux tonnes de cocaïne d'une valeur de plus d'un milliard de dollars ont été saisies, confirmant les inquiétudes selon lesquelles la sous-région ouest-africaine serait devenue une plateforme tournante où transiterait le trafic de drogue en provenance d'Amérique du Sud et d'Asie à destination de l'Europe et de l'Amérique.

Le paysage sociopolitique au Sénégal a été marqué d'une part, par un vote historique au Parlement en faveur de la loi sur la parité pour parvenir à l'égalité entre les sexes. D'autre part, le pays a connu des pannes de courant prolongées qui ont obligé la population à descendre dans la rue pour protester contre le manque d'électricité, en particulier à Dakar. Les protestations ont été maîtrisées et n'ont pas occasionné de pertes en vies humaines ni de destruction de biens. Toutefois, la volonté du Président Abdoulaye Wade de briguer un autre mandat et les rumeurs selon lesquelles il tenterait de se faire succéder par son fils ont déclenché beaucoup de tensions et de malveillance dans la vie politique, ce qui pourrait ternir l'image de référence démocratique du pays ainsi que sa stabilité des plus enviées. En bref, l'imbroglio politique en Guinée Bissau, les événements politiques de la Gambie qui, aux yeux de la population, sont autant de violations des droits de l'Homme, les grèves et les manifestations de rue continuelles au Sénégal à propos des pannes de courant et du coût élevé de la vie démentent la stabilité de cette zone.

Dans la zone 2 (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali et Niger), la question des transitions politiques a été la préoccupation majeure. Au Burkina Faso, l'élection s'est passée dans le calme et le Président Compaoré a été réélu avec une marge confortable. Alors qu'il a joué un rôle d'homme d'État en Afrique de l'Ouest, il cherche, à domicile, à se perpétuer au pouvoir et à réduire l'espace politique dévolu à l'opposition. Sa réélection a été entachée de rumeurs de fraude. Au Mali et au Niger, les informations ont été dominées par les activités des extrémistes islamiques d'Al-Qaïda au Maghreb (AQMI), un groupe affilié au réseau Al-Qaïda. Plusieurs enlèvements ont été signalés dont les victimes sont, la plupart du temps, des citoyens français et quelques autres ressortissants étrangers. Certains des enlèvements ont provoqué l'intervention militaire d'urgence de la France avec le soutien de l'Armée de l'Afrique de l'Ouest pour libérer des otages. La présence de la cellule terroriste est en train de créer un ferment propice à la criminalité transfrontalière et qui permettra au banditisme de prospérer dans cette zone.

En Côte d'Ivoire, l'élection tant attendue qui a été repoussée six fois en cinq ans a été finalement organisée. Le premier tour des élections a eu lieu dans un environnement relativement pacifique avec le Président Laurent Gbagbo en tête du scrutin et Alassane Dramane Ouattara venant en second. Cependant, le second tour des élections entre le président Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara a abouti à une impasse politique qui ramène le pays au bord de la reprise de la guerre civile. Alassane Ouattara est reconnu par la CEDEAO et la Communauté Internationale le vainqueur légitime des élections comme l'a déclaré la Commission Électorale Indépendante et l'a certifié le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU. Laurent Gbagbo a refusé de renoncer au pouvoir, créant ainsi un stress économique, social et affectif et obligeant un grand nombre de gens à chercher refuge dans les pays voisins. L'impasse politique en Côte d'Ivoire a failli déstabiliser la paix fragile qui prévaut dans les pays voisins de l'Union du fleuve Mano.



Dans la zone 3 qui regroupe les pays suivants : (Ghana, Guinée, Libéria et Sierra Leone), l'accent a davantage porté sur la transition démocratique en Guinée - Conakry. L'organisation de l'élection présidentielle avait été un grand sujet de préoccupation. Il y avait beaucoup de scepticisme et une vive préoccupation à propos de la tenue de ces élections. Néanmoins, elles ont eu lieu, emmaillées de graves incidents violents qui ont fait quelques morts et provoqué le déplacement des personnes hors de leurs communautés. Finalement, Alpha Condé a remporté ces élections présidentielles et a prêté serment comme Premier Président démocratiquement élu de la Guinée. L'on a persuadé le candidat perdant, Cellou Dalein Diallo de concéder la victoire de bonne grâce pour éviter au pays de sombrer dans la violence intercommunautaire et ethnique et d'entraîner des conséquences désastreuses indésirables.

Au Libéria, la Présidente Johnson-Sirleaf a fait voter le Projet de loi sur la liberté de l'information (FOI), donnant ainsi de son régime, l'image meilleure d'un gouvernement préoccupé de promouvoir et de défendre aussi bien les droits de l'homme que la liberté d'expression. D'autre part, de violents affrontements entre Mandingues et Lormas dans le Comté de Lofa, entre les Mandingues et le Groupe de Gio-Mano dans le Comté de Nimba ont montré que le processus de réconciliation est encore loin d'être un Uhuru. Il est à craindre que des communautés à haut risque ne soient entraînées dans de violents affrontements en 2011 à la faveur des élections présidentielles et législatives que le pays va organiser.

En Sierra Leone, la fracture politique croissante dans le pays suivant des lignes ethniques et régionales a été une source de préoccupation majeure pour la paix fragile dont jouit présentement le pays. Des rumeurs de corruption débridée continuent de diaboliser le présent gouvernement.

Dans la zone 4 (Bénin, Nigéria et Togo), la question des élections et de la succession a été la principale source de préoccupation. Au Bénin, les querelles entre la Cour Constitutionnelle et l'Assemblée Nationale ont révélé la polarisation autour d'un esprit de partisan qui aura des conséquences graves dans la conduite des prochaines élections, comme l'a montré la situation en Côte d'Ivoire. Des craintes ont été soulevées d'après lesquelles l'inscription des électeurs pourrait ne pas s'achever à temps pour la tenue des élections en 2011, ce qui pourrait priver ainsi bon nombre d'électeurs potentiels de leurs droits. Au Togo, le président sortant Faure Gnassingbé a gagné les élections présidentielles au milieu des allégations de fraude émises par les partis d'opposition. Des tensions et des affrontements ont suivi l'annonce des résultats. Néanmoins, il y a eu des initiatives d'interventions rapides prises par le gouvernement, la Société civile et la CEDEAO pour maîtriser la situation et éviter qu'elle ne prenne les mêmes proportions d'atrocités que les présidentielles précédentes. Jusque-là, le président Faure Gnassingbé a essayé de tendre la main aux autres partis politiques pour combler le fossé et, dans un esprit de réconciliation, calmer les tensions politiques.

Au Nigeria, la maladie du Président Yar'Adua a créé un vide temporaire du pouvoir compte tenu de sa longue absence des affaires de l'État. En son absence, le vice-président n'avait pas autorité, selon la Constitution, pour gouverner le pays. Ce n'est qu'après la mort du Président Yar'Adua que le Vice-président Goodluck Jonathan a pu prendre les rênes de l'État. C'est la première fois que le Président du Nigeria provient des minorités de la Zone géopolitique Sud-Sud du pays. La candidature du président Goodluck Jonathan comme porte-drapeau du Parti Démocratique Populaire serait contestée par de gros bonnets du parti, notamment l'ancien président Ibrahim Babangida et l'ancien vice-président Atiku Abubakar qui ont officiellement déclaré leur intention de se présenter aux primaires du PDP, accusant le Président Goodluck de ne pas adhérer au "gentleman's agreement" du parti sur la répartition en zones d'accès à la présidence. De ce fait, l'élection primaire devient un événement de première importance à suivre en 2011.

En plus du nombre croissant des enlèvements, la célébration du 50e anniversaire de l'indépendance du pays a été marquée par des bombardements à Abuja, la capitale fédérale. Outre les attentats terroristes dont aucun groupe armé n'a revendiqué la responsabilité, les attaques armées de la Secte islamique Boko Haram sont en hausse. (Boko Haram signifie "l'éducation occidentale est interdite" en langue haoussa).

A la prison centrale de Bauchi, environ 721 détenus ont été libérés par la Secte. Ces attaques ont provoqué la mort d'au moins 400 personnes et occasionné plus de 4000 déplacés avant que la police ne parvienne à abattre Mohammed Yusuf, le leader du groupe en Juillet 2010. A Jos, la situation sécuritaire avait dégénéré en un conflit très meurtrier qui a provoqué l'assassinat ouvert et clandestin de chrétiens et de musulmans. Certains analystes pensent que la violence sectaire avait plus à voir avec la colère populaire et la frustration nées des conditions politiques et économiques qu'avec la religion ou l'identité ethnique.

En tant que réseau d'avant-garde de la Société civile actif dans la prévention des conflits et dans la construction de la paix en Afrique de l'Ouest, WANEP est intervenu à différents niveaux, en étroite collaboration avec ses réseaux nationaux, d'autres OSC, la CEDEAO, l'UA, le Système des Nations Unies et ses organismes pour calmer des conflits violents tout en travaillant à la réalisation de la formule de Livingston. Les Organisations de la Société Civile d'Afrique de l'Ouest sont plus que par le passé en train de se mettre en réseau et de collaborer pour intervenir à différents niveaux de promotion de la paix et de la stabilité dans la région.

Voici une présentation des activités du Secrétariat régional de WANEP et de ses réseaux nationaux en Afrique de l'Ouest.





Activités du Secrétariat Régional de WANEP «««

Les activités du Secrétariat régional de WANEP sont variées et opèrent à plusieurs niveaux. L'Organisation a travaillé en étroite collaboration avec ses réseaux nationaux pour leur fournir un appui technique et s'assurer qu'ils se conforment aux mesures administratives et de bonne gouvernance de façon à en faire des réseaux solides et plus professionnels. Au niveau régional, WANEP a continué à coopérer avec la Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO dans la mise en œuvre du programme régional d'alerte rapide appelé ECOWARN. Au niveau continental, WANEP est activement impliqué dans les activités du Conseil économique, social et culturel de l'Union africaine à travers le Groupe de travail « Paix et Sécurité ». A côté de ces partenaires, WANEP collabore avec d'autres organisations régionales et mondiales comme le GPPAC, KAIPTC et participe à des réunions organisées par l'ONU ainsi qu'à des manifestations à travers le monde.

Programme de l'observatoire de la Justice«««

WANEP a conduit une évaluation de l'impact du Projet dénommé « Droits de l'Homme et Démocratisation en Afrique de l'Ouest » (WAHRD) dans le cadre du Programme de l'Observatoire de la Justice. Ce projet a été financé par IBIS-Afrique de l'Ouest et couvre les Pays Riverains du Fleuve Mano, à savoir : Côte d'Ivoire, Guinée, Libéria et Sierra Leone. Les missions d'évaluation exécutées au cours du premier trimestre de 2010 ont permis de mesurer les effets directs et indirects du projet, en essayant de découvrir jusqu'à quel point il a contribué, dans ces pays, à l'amélioration de la situation des Droits de l'Homme aussi bien au niveau de l'individu qu'à un niveau plus large en particulier quand ils se rapportent à la paix et à la sécurité. Les leçons tirées de cette évaluation permettront de repenser la deuxième phase de la mise en œuvre du projet dans les trois pays à l'exception de la Guinée. Aux côtés d'organisations membres de l'Alliance pour la Mise en Œuvre de WAHRD, de Media Foundation for West Africa et de la Fondation pour la Sécurité et le Développement en Afrique (FOSDA), WANEP a participé à une retraite organisée par IBIS-Afrique de l'Ouest pour développer certaines activités spécifiques de la seconde phase du Projet WAHRD (2014 - 2010) et du Plan d'action pour 2010.

Le Programme WARN«««

WANEP a produit des **notes d'orientation** et des **communiqués de presse** dans le cadre de ses signaux d'alerte précoce pour attirer l'attention des décideurs et des acteurs intéressés sur les problèmes préoccupants touchant à la paix et à la stabilité des pays d'Afrique de l'Ouest. Deux notes d'orientation ont été émises sur la Guinée, une sur la Côte d'Ivoire, une sur le Nigeria et une autre sur le Libéria. La crise politique en Côte d'Ivoire a amené WANEP à envoyer deux communiqués de presse appelant à une approche du problème fondée sur la Médiation et le Règlement négocié.

Dans le cadre du Programme WARN et sous l'égide du Centre International pour le Développement et la Gestion des Conflits (CIDCM) de l'Université de Maryland aux États-Unis, WANEP a collaboré avec d'autres ONG et organisations communautaires pour conduire une opération d'évaluation de conflit à Jos (Nigéria), en Côte d'Ivoire et au Libéria. L'évaluation de conflit a été menée dans le cadre du Projet dénommé '**Soutien à l'Élaboration de l'Alerte et de la Réaction Précoces**' (EWARDS)

financé par l'USAID. Elle porte l'attention sur les facteurs à risque des conflits et propose des recommandations concrètes pour prévenir ou atténuer la possibilité d'éclatement ou d'escalade des conflits. L'évaluation de Jos a été la première ; elle a été effectuée au cours du premier trimestre de 2010. Elle a été suivie de l'évaluation du conflit ivoirien au deuxième trimestre et de celle du Libéria de Septembre à Octobre. Les rapports ont fait l'objet d'une large distribution.



Dans le cadre du projet EWARDS, un atelier sur «**La Typologie et la Conception de la Réaction face aux conflits en Afrique de l'Ouest**» a été organisé pour discuter, au sein d'un partenariat tripartite comprenant les acteurs interétatiques, les acteurs gouvernementaux et les acteurs de la société civile, des moyens d'agir plus promptement et plus systématiquement sur les données et sur les signaux d'alerte précoce des conflits. L'atelier visait à explorer et à poser les bases de la réaction, ainsi qu'à établir une vue d'ensemble du paysage de l'alerte et de la réaction précoces. De la sorte, il permettra d'éclairer le contenu des prochains ateliers destinés à renforcer les capacités de réaction en Afrique de l'Ouest et à les relier plus efficacement aux systèmes d'alerte précoce.

En plus de l'évaluation des conflits, WANEP a organisé un séminaire de formation animé par l'Université du Maryland (UMD) aux États-Unis; Ce séminaire était destiné à son personnel chargé de l'alerte précoce au Secrétariat régional et aux quatre coordinateurs de zone ; il a porté sur la production

d'un rapport semestriel intitulé '**Paix et Conflit en Afrique de l'Ouest (PACWA)** dans le cadre du projet EWARDS. Le séminaire a été le premier d'un ensemble de deux ateliers de formation animés par l'UMD dans le but de transférer à WANEP le savoir-faire technique et l'expertise requis pour rédiger des rapports PACWA qui fournissent des informations sur les risques relatifs à la vulnérabilité structurelle de chaque pays d'Afrique de l'Ouest.



Programme De Dialogue Au Sein Des Communautés Et Entre Les Communautés«««

WANEP est intervenu dans le conflit lié à la chefferie de Bawku pour promouvoir le dialogue comme moyen de trouver des solutions pacifiques au litige. Il a organisé des réunions stratégiques qui ont réuni les parties au conflit. Après le premier forum des partis concernés qui s'est tenu en mars avec le soutien de IBIS-Afrique de l'Ouest, une autre réunion consultative des principaux acteurs du conflit de Bawku s'est tenue en mai à Kumasi avec l'appui du PNUD. Cette réunion consultative qui avait pour thème : «La recherche et la restauration de la paix à Bawku», a réuni un total de soixante-dix (70) participants dont neuf (9) Députés du Parlement ghanéen, des représentants de l'UNICEF, du PNUD, d'IBIS, du Forum pour le Développement du Nord et du Conseil national pour la paix. WANEP est l'Organisme qui a convoqué cette réunion et qui a animé les séances. Cette réunion a abouti à la relance du Comité interethnique de Paix et à la recherche de moyens non-violents pour résoudre le conflit.





Un atelier de renforcement des compétences a été organisé en août à l'intention des membres du Comité interethniques de paix de Bawku auxquels se sont joints le Ministre Régional de la Région Nord-Est et son adjoint. La formation avait pour objectif de renforcer les capacités du Comité interethnique de paix en matière de dialogue et de médiation pour atténuer et prévenir les conflits violents, renforcer les approches concertées de la prévention des conflits et de la construction de la paix parmi les membres du Comité de paix, promouvoir l'appropriation mutuelle de la recherche d'une paix durable dans Bawku et évaluer les efforts déployés jusque-là en réconciliant les communautés.



Programme Du Réseau Des Femmes Dans La Construction De La Paix«««

Avec le soutien de la Fondation MacArthur, la 6ème Conférence régionale du Réseau des Femmes dans la Construction de la Paix (WIPNET)—une Branche de WANEP— a été organisée en Juillet 2010 en Côte d'Ivoire sur le thème: «Dix années d'application de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l'ONU dans la sous-région et Participation des femmes aux processus de paix - Une évaluation des efforts nationaux en Afrique de l'Ouest».



Un total de cinquante-et-un (51) participants représentant des organisations féminines, l'UNIFEM, le Bureau de l'Organisation des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), l'Union africaine, la CEDEAO et des Ministères et Organismes gouvernementaux chargés des affaires féminines ont convergé à Grand-Bassam, en Côte d'Ivoire, pour faire le point des

efforts nationaux en Afrique de l'Ouest. Des rapports ont été présentés sur la situation dans chacun des quinze pays membres de la CEDEAO soulignant les efforts et les initiatives de ces pays ainsi que la disparité dans les progrès accomplis.



La conférence a permis aux participants de découvrir que seulement trois pays d’Afrique de l’Ouest, à savoir: le Libéria, la Sierra Leone et la Côte d’Ivoire ont établi un Plan d’action national pour mettre en application la Résolution 1325.

A travers son Programme WIPNET, WANEP a pris part à une Révision de politique portant sur la Résolution 1325 au sein de l’Institution des Services Pénitentiaires du Ghana. La Session de révision a été organisée conjointement par le Haut-Commissariat du Canada au Ghana et par ‘Femmes dans la Paix et dans la Sécurité-Afrique (WIPSEN)’ en août 2010 ; la réunion a attiré plus de vingt participants. Le but du réexamen de la politique était d’identifier les lacunes dans les compétences ainsi que des points d’entrée

pour intégrer des dispositions des Résolutions 1325 (Année 2000) 1820 (Année 2008) sur la violence sexuelle, 1888 (Année 2009) et 1889 (Année 2009) du Conseil de sécurité de l’ONU au secteur de la sécurité du Ghana et d’émettre des recommandations de politique en guise de conseils pratiques sur la mise en œuvre de ces résolutions.

Dans le cadre de son Programme WIPNET, WANEP a commencé l’élaboration d’un programme de formation sur Les Masculinités, la violence et la paix pour permettre aux alliés de sexe masculin de collaborer avec leurs homologues-femmes dans la résolution des questions de masculinité dans le domaine de la construction de la paix et de la non-violence active.



Cette évolution est intervenue après qu'un membre du personnel de WANEP a pris part à la première Formation des Formateurs exclusivement destinée aux hommes organisée par le Programme des Femmes Artisanas de Paix (WPP) sur le thème : "Vaincre la violence – Explorer les masculinités, la violence et la paix." Cette Formation s'est tenue aux Pays-Bas. Dans le cadre du plan de suivi, WANEP a répliqué la formation en mai 2010 dans la salle de conférence des locaux du Secrétariat Régional à Accra à l'intention de neuf (9) hommes résidant au Ghana et provenant d'organisations de la société civile et des milieux universitaires.

Le Ministère Ghanéen des Affaires Féminines et des Enfants (MOWAC) a réclamé et financé le deuxième cycle de la démultiplication de formation qui a été mis en œuvre les 6 et 7 Septembre pour le personnel du MOWAC et l'Unité de soutien aux victimes de violence conjugale. Le partenariat de WANEP avec MOWAC procède d'un effort d'élargissement de son champ d'influence et d'intervention pour induire des transformations au niveau politique.

Intégration et politique du Genre : WANEP a revu sa politique du Genre pour aller dans le sens des développements et des réalités actuels dans le monde.

Institut Ouest-Africain de Construction de la Paix (WAPI)

L'Édition 2010 du WAPI s'est déroulée du 30 Août au 17 Septembre au Centre International Kofi Annan de formation au maintien de la paix (KA IPTC) à Accra (Ghana). C'était la neuvième session de formation organisée en collaboration avec ses partenaires, la GTZ et KA IPTC. Un total de 30 participants venus de 15 pays ont pris part à la formation. En plus des participants d'Afrique de l'Ouest, d'autres sont venus du Tchad, du Cameroun, du Kenya, d'Éthiopie, du Soudan, des États-Unis et de la Suisse.



Réunions, Événements et Engagements de Partenariat



Partenariat CEDEAO–WANEP«««

En tant que partenaire dans la mise en œuvre du Système régional d'alerte précoce connu sous le nom d'ECOWARN, WANEP a pris part à diverses activités organisées par la Direction de l'Alerte Précoce (EWD) en particulier et la Commission de la CEDEAO en général.

Une Réunion annuelle de coordination / de révision s'est déroulée entre l'EWD et WANEP à Bamako (Mali). Elle a permis de rassembler les principaux personnels de l'EWD et de WANEP travaillant sur l'ECOWARN pour délibérer sur la façon d'améliorer le Système d'Alerte Régional. Deux rencontres techniques semestrielles ont été organisées, l'une à Dakar en Mars et l'autre à Abidjan en Août. Elles ont rassemblé des représentants de gouvernements, de la société civile et des points focaux d'ECOWARN venus des États-membres de la CEDEAO. Ces participants, au nombre de 40, étaient venus des quinze pays d'Afrique de l'Ouest et comprenaient notamment : le personnel de l'EWD, des moniteurs des gouvernements, des journalistes ainsi que le personnel du Secrétariat Régional, les quatre coordinateurs de zone et des observateurs de la société civile. Les réunions ont également servi à former les moniteurs de terrain sur les dernières mises à jour des caractéristiques du système de l'ECOWARN.

WANEP a participé à une réunion d'experts de la CEDEAO sur **L'Évaluation des Risques des États Membres** en mai 2010 à Cotonou (République du Bénin). L'objectif de la rencontre était d'élaborer une esquisse de base de données contenant les risques de tous les quinze États membres de la CEDEAO. WANEP a été chargé de la responsabilité de partager avec la CEDEAO son cadre d'évaluation de risques connu sous le nom de SCONPA (Évaluation Stratégique des Conflits et de la Paix). Le projet d'évaluation des risques fait partie du cadre plus large de la prévention

des conflits du Département d'alerte précoce de la CEDEAO. En Décembre, WANEP a été invité par EWD à Cotonou pour prendre part à la cartographie d'un **système de** conflit en Afrique de l'Ouest.

Le personnel du Secrétariat régional de WANEP a participé à un atelier de consultation CEDEAO / InWent en vue d'élaborer une orientation stratégique pour le partenariat EWD /InWent pour les deux prochaines années (2010–2012). Cette orientation stratégique s'inscrit dans la mise en œuvre de l'ECOWARN. InWent est l'Institution chargée de former des compétences au Ministère allemand de la coopération et du Développement. Il travaille en partenariat avec la CEDEAO dans la gestion des crises depuis 2002, et plus spécifiquement avec l'EWD et WANEP pour offrir une formation sur la collecte des informations, l'analyse des conflits, la rédaction de rapports et l'élaboration des réponses aux conflits.

WANEP a participé à un atelier destiné à examiner une étude sur la diplomatie préventive de la CEDEAO. Cet atelier a été financé par le Centre HD en Suisse. L'atelier a permis d'évaluer les défis et les possibilités d'application des mécanismes de prévention en utilisant des données d'alerte précoce. Les participants ont exploré les voies et moyens pour renforcer la relation entre l'alerte précoce et la réaction rapide pour des actions proactives plus grandes dans la prévention et dans l'atténuation des conflits en Afrique de l'Ouest.

En Août 2010, WANEP a été invité à la **Réunion de Stratégie Régionale pour faire une présentation sur**

la mise en liaison de la CEDEAO et l'engagement des Organisations de la Société Civile (OSC). Le but de cette réunion était d'élaborer un cadre stratégique pour une mise en liaison complète de la CEDEAO et de son engagement avec les OSC. La relation WANEP-CEDEAO à travers la Direction de l'alerte précoce a été saluée comme un modèle de réussite. La présentation de WANEP a permis de partager les leçons tirées de cette expérience. À la fin de la réunion de trois jours, une feuille de route /un cadre ont été élaborés pour une coopération régionale efficace entre la Commission de la CEDEAO et les organisations régionales de la société civile et des plates-formes.

En 2010, WANEP a fait partie de la Mission de la CEDEAO pour l'observation des élections au Togo, en Guinée, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Cette mission s'inscrit dans le cadre du mandat de la l'Organisation ouest-africaine de soutenir les processus de démocratisation en Afrique de l'Ouest à travers les attributions du Protocole additionnel de la CEDEAO sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance. WANEP a élaboré un programme pour surveiller les signaux et les facteurs à risque afin que la violence électorale puisse être signalée à temps en vue d'interventions précoces et promptes.

Partenariat Union Africaine—WANEP«««

En tant que membre du 'Pôle Paix et Sécurité' du Conseil économique, social et culturel de l'Union Africaine (ECOSOCC), WANEP a été invité en Juillet 2010 à faire un exposé sur les nouvelles menaces à la paix et à la sécurité en Afrique de l'Ouest lors de la Réunion préliminaire Union Africaine - Société civile qui a précédé le sommet des chefs d'Etat africains tenu à Kampala, en Ouganda. WANEP a fait des recommandations concrètes relatives à la construction préventive de la paix à travers des mécanismes d'alerte précoce et de réaction rapide ; Ces recommandations ont été incluses dans la déclaration soumise à l'Union Africaine pour transmission au Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement.

En août, WANEP a participé à Accra, à une **Réunion Technique des Organisations Africaines de la Société Civile sur le Projet d'Architecture Africaine de la Gouvernance et des Stratégies de Droits de l'Homme pour l'Afrique.** Le but de cette réunion qui a été organisée par l'ECOSOCC était de fournir aux principales Organisations Africaines de la Société Civile (OSC) opérationnelles dans le domaine de la gouvernance et des droits de l'homme, la possibilité

d'examiner et d'apporter une contribution au projet d'une Architecture Africaine de la Gouvernance et à celui d'une Stratégie des Droits de l'Homme pour l'Afrique avant l'adoption de deux documents par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement lors de leur 16ème session ordinaire en Janvier 2011. L'ECOSOCC, en tant qu'organe de l'UA chargé de la société civile, a convoqué cette réunion pour s'assurer que les points de vue de la société civile sont reflétés dans les documents essentiels de la politique continentale.

En Août 2010, à l'invitation du Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union Africaine, le Directeur exécutif de WANEP a participé au Caire (Égypte) à une retraite des **Émissaires pour la paix en Afrique.** La réunion a offert une occasion unique d'échanger des vues sur les efforts actuels de promotion de la paix avec une attention particulière aux situations préoccupantes relatives à la prévention et à la résolution des conflits ainsi qu'à la construction de la paix. Au nombre de ces situations préoccupantes, l'on pouvait citer les changements anticonstitutionnels de gouvernement, la paix, la justice et la réconciliation, le DDR et la Réforme du secteur de la sécurité, les

arrangements pour le partage de pouvoir et la gestion des ressources naturelles. La réunion a examiné les moyens par lesquels les différentes organisations de provenance des Émissaires et les missions de l'UA sur le terrain peuvent contribuer à la réalisation de l'initiative de l'année de la paix en Afrique.

WANEP a pris part à une réunion d'experts sur la Cartographie des organisations Africaines de la Société Civile sous l'Égide de la **Direction des Citoyens de la Diaspora** de l'Union Africaine. La réunion a été convoquée pour concevoir un cadre pour cartographier les organisations membres de la Société Civile en Afrique en vue de renforcer leur représentation, leur participation, leur engagement et encourager des partenariats à l'échelle mondiale dans le cadre de l'Union Africaine.

En Septembre, WANEP a participé à Bruxelles, à la **Première Consultation Africaine et Européenne de la Société Civile** sur la Stratégie conjointe Afrique-UE (JAES) qui entrera dans sa deuxième phase de 2011 à 2013. Les principaux objectifs étaient d'évaluer les

progrès du premier plan d'action mis au point après le sommet UA-UE à Lisbonne en 2007 et d'examiner les résultats attendus du Plan d'action 2011-2013. Il est apparu, à partir des leçons et des expériences de mise en œuvre du premier plan d'action JAES sur la paix et la sécurité, qu'il était nécessaire de tenter une nouvelle approche de la mise en œuvre du deuxième plan d'action. WANEP est en train de s'engager avec EPLO pour explorer les possibilités offertes dans le deuxième plan d'action pour redresser les faiblesses identifiées et ajuster les activités du partenariat 'Paix et Sécurité' sur les résultats escomptés.

En Novembre, **La Mission de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM)** a invité WANEP, parmi d'autres OSC et médias, à une réunion d'experts sur la situation en Somalie qui s'est tenue à Bujumbura (Burundi). L'objectif de la réunion était de partager son expérience en Afrique de l'Ouest et de faire pression pour plus de soutien en troupes à la Mission de la part des gouvernements d'Afrique de l'Ouest.

Activités

Nations Unies—WANEP«««

WANEP a pris part à une réunion organisée par l'ONU en consultation avec les organisations de la société civile sur L'Examen du rapport 1998 du Secrétaire général. Le thème de la réunion était : "Examen détaillé des recommandations contenues dans le rapport 1998 du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique." La réunion, tenue en Juin 2010 à Nairobi, a examiné l'état de mise en œuvre des recommandations contenues dans le rapport dans le but d'attirer l'attention sur l'éventail complet des nouveaux et des anciens problèmes de sécurité qui se posent à l'Afrique. La réunion a également cherché à proposer des façons nouvelles et créatives de générer des ressources politiques, humaines et financières ainsi que l'appui technique et les partenariats novateurs et efficaces pour s'attaquer aux causes des conflits et promouvoir une paix et un développement durables durant le 21e siècle.

En Juin 2010, WANEP a participé à un Séminaire Régional sur le rôle du Parlement dans la prévention des crises et dans le redressement » organisé par le PNUD. Le thème du séminaire était : «Vers le renforcement du rôle des Parlements dans la prévention des crises et le relèvement en Afrique de l'Ouest". Le séminaire a fourni une plate-forme de réflexion sur les activités passées de renforcement des capacités dans le domaine de la prévention des crises, de la violence armée et de la sécurité des communautés. Il a rendu compte des activités qui ont été couronnées de succès et de leur impact dans la région. WANEP a participé à une table ronde et a fait un exposé sur les expériences acquises en travaillant avec les Députés au niveau national et au niveau régional en Afrique de l'Ouest.

Partenariat Organisations Regionales De La Société Civile—WANEP«««

Le Siège de WANEP abrite également le Bureau-Afrique de la Fraternité internationale de Réconciliation/Programme des Femmes Artisanas de Paix (l'IFOR / WPP-AFRIQUE). Le Programme-Afrique des Femmes Artisanas de Paix a tenu sa Formation de formateurs (FdF) d'Afrique Australe en Mars 2010 à Johannesburg (Afrique du Sud). Elle portait sur la Sensibilité aux problèmes du Genre et la Non-violence Active. WPP a organisé, en partenariat avec WANEP-Togo, une formation d'une semaine sur le plaidoyer à l'intention de 19 femmes activistes de la paix sélectionnées dans 13 pays africains pour promouvoir la Non-violence Active. Dans le but d'améliorer la compréhension de la construction de la paix fondée sur la Non-violence Active et la sensibilité au Genre et aussi en vue d'encourager les organisations africaines actives dans la construction de la paix à intégrer les préoccupations de genre dans leurs organisations, WPP-Afrique a organisé en août 2010, une formation sur l'intégration du Genre. La formation a permis de faire une introduction à la question de l'intégration du Genre à une vingtaine d'hommes et de femmes Responsables d'organisations venus de quinze pays africains. La Coordinatrice régionale de WPP-Afrique a participé à une réunion de l'UA pour délibérer sur le mandat d'une meilleure participation des femmes aux processus de paix et de médiation à Addis-Abeba (Ethiopie).

En avril 2010, WANEP a renouvelé son partenariat avec l'Initiative de paix de Nairobi (NPI-Afrique) basée au Kenya pour la mise en œuvre de la deuxième phase d'un projet d'évaluation de la Justice Transitionnelle en Afrique. Le projet était la suite de la recherche sur le terrain menée dans la première phase sur le thème : «*Les expériences de justice transitionnelle en Afrique et la montée du modèle 'Commission Vérité et Réconciliation' : les leçons à tirer et les implications pour les sociétés d'après l'Accord : Ghana, Kenya, Libéria, Sierra Leone et Afrique du Sud*». Dans la deuxième phase, WANEP et NPI-Afrique ont organisé des séminaires de diffusion, d'abord en août 2010 en Sierra Leone, ensuite en Septembre 2010 au Libéria, pour partager les résultats de la recherche et discuter de leurs implications pour l'ordre du jour des Justices Transitionnelles de la Sierra Leone et du Libéria. Ce faisant, les deux organisations tenteront d'identifier des lacunes pouvant faire l'objet de recherches ultérieures.

En tant que partenaire de l'Initiative de la sécurité humaine en Afrique (ISSA), organisation dirigée par l'Institut pour les Études de Sécurité (ISS) basé à Pretoria, WANEP a participé à la diffusion des résultats d'une étude menée conjointement en 2009 sur le système de justice pénale en Afrique de l'Ouest (Bénin, Mali et Sierra Leone), et en Afrique Orientale (Kenya, Tanzanie et Zambie). La diffusion des rapports et la formation au plaidoyer en faveur de la réforme du système de justice pénale se sont déroulées au Bénin en Mars et en Zambie en août 2010.





Partenariat OSCs Mondiales—WANEP««« (Partenariat Mondial pour la Prévention des Conflits Armés-GPPAC)

Conférence sur l'Éducation à la Paix et Réunion du Groupe de travail de GPPAC sur l'éducation à la paix, San José (Costa Rica)

Le Ministère de l'éducation publique du Costa Rica a organisé, en collaboration avec le Partenariat Mondial pour la Prévention des Conflits Armés (GPPAC), une conférence sur l'éducation à la paix ainsi qu'une réunion de deux jours du Groupe de travail constitué d'organisations gouvernementales et non gouvernementales venues du monde entier pour examiner les meilleures pratiques dans le développement des infrastructures et le rôle des partenariats gouvernementaux ou non-

gouvernementaux au niveau national ou régional pour lutter contre la violence ou les conflits des jeunes et trouver des solutions aux questions d'éducation à la paix. La conférence s'est tenue les 9 et 10 Novembre 2010 à San José (Costa Rica). Son thème était : "Des efforts Soutenus d'Éducation Régionale pour des collectivités mieux intégrées». Étant membre du Groupe de travail du GPPAC sur l'éducation à la paix, WANEP a été représenté à cette conférence.

Réunion du Groupe International de Pilotage (ISG) de GPPAC: du 22 au 26 Novembre 2010 à Beyrouth (Liban)

GPPAC a tenu la Réunion Annuelle de son Groupe International de Pilotage (ISG) à Beyrouth (Liban) du 22 au 26 Novembre 2010. La réunion a été organisée par le Mouvement de la Paix Permanente (PPM), le Secrétariat Régional du GPPAC au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Elle a rassemblé environ 55 praticiens de la construction de la paix et partenaires venus du monde entier. La cérémonie d'ouverture a été officiellement honorée de la présence d'un représentant spécial du président libanais, Son Excellence Monsieur Saad Hariri.

L'ordre du jour principal de l'ISG était la restructuration de GPPAC en un Réseau Mondial de la Société Civile plus fonctionnel et plus professionnel, qui cherche à obtenir de meilleurs résultats, quantitativement et qualitativement dans son rôle de réseau mondial de la société civile opérationnel dans la prévention des conflits armés.

Des visites sur le terrain ont également été organisées pour rencontrer et discuter avec les parties au conflit libanais et soutenir, autant que possible, la voie du dialogue au Liban. Les visites ont conduit les participants aux Camps de réfugiés palestiniens, à la Force d'Interposition des Nations Unies au Liban (FINUL), aux Leaders des partis politiques, notamment : l'ex-président libanais, M. Amine Gemayel représentant le parti Kataëb, le Dr Ghassan Mukhaiber représentant le mouvement patriotique libre, le Ministre de l'Agriculture Hussain Hassan Hajj représentant le Parti du Hezbollah et l'ex-Premier Ministre Fouad Saniora représentant le Mouvement de l'Avenir.



Activités Des Réseaux Nationaux De WANEP «««

WANEP gère actuellement 14 réseaux nationaux dans les 15 États membres de la CEDEAO. Le Cap-Vert et le Mali sont les nouveaux réseaux créés respectivement en Septembre et en Décembre 2010. Le Niger est le seul pays de la CEDEAO ne disposant que d'un point focal qui sera transformé en un réseau en 2011. L'on trouvera ci-dessous un résumé des activités des réseaux nationaux en Afrique de l'Ouest. Pour le rapport annuel détaillé de chaque réseau national, veuillez prendre contact avec le réseau concerné / ses sites web.

WANEP—Benin«««

Dans le cadre de son **Programme électoral**, WANEP-Bénin s'est associé aux syndicats, aux ONG et à des personnalités influentes pour créer une coalition d'Organisations de la Société Civile (OSC) dénommée FORS-électorale qui s'est fixé pour objectifs de gérer une stratégie efficace de plaidoyer destinée à induire les réformes nécessaires pour garantir des élections transparentes et pacifiques en 2011. Cette coalition cherche en plus à promouvoir la participation populaire au processus électoral. Le secrétariat de WANEP-Bénin abrite le consortium d'OSC qui a pris la tête de la coordination des activités. Dans le cadre de sa stratégie, FORS-électorale a créé une Commission électorale parallèle de la société civile appelée *Commission Électorale Autonome Alternative Citoyenne (CECA)* pour surveiller, observer et superviser les élections au Bénin.

Dans le cadre de ses activités, le consortium d'OSC a travaillé aux côtés de la Commission Électorale Nationale à la mise en œuvre du LEPI (Liste Électorale Permanente Informatisée) accessible sur le lien www.fors-lepi.org. Le consortium d'OSC a conduit une mission d'observation de deux jours à l'échelle nationale pour surveiller l'enregistrement des électeurs qui s'effectue de porte à porte ; il a organisé ensuite au mois de mai, trois jours de campagne de sensibilisation massive dans 12 régions du pays ; entre autres activités exécutées, il y avait diverses conférences de presse destinées à informer le public des résultats de leurs missions d'observation au cours du processus d'enregistrement et diverses autres questions d'intérêt national.

En partenariat avec d'autres intervenants, WANEP-Bénin a contribué à la publication d'un rapport intitulé "Le Bénin à la croisée des chemins" pour informer les acteurs de la réduction des risques

de violence au cours des prochaines élections de 2011. Mille (1.000) exemplaires du rapport publié ont été imprimés et diffusés.

Dans le cadre du programme de WIPNET, WANEP-Bénin s'est associé à d'autres réseaux et organisations de femmes du monde rural pour accroître la participation des femmes dans les processus de prise de décision. Comme résultat, le groupe a créé une plate-forme appelée "**la plate-forme pour la participation des femmes aux processus de décision**" pour accroître la représentation des femmes dans les prises de décision. La plate-forme a été enregistrée comme une entité juridique. En outre, le programme WIPNET de WANEP-Bénin a effectué, avec l'appui financier du gouvernement finlandais, une série de programmes-radio en vue de détendre le contexte sociopolitique tendu déclenché par des débats animés sur les élections présidentielles de 2011. Les émissions radiophoniques ont offert aux femmes l'espace pour apporter leurs contributions au débat politique au niveau des collectivités.

Dans le but d'améliorer la collecte des données et la rédaction de rapports relatifs au Système de l'ECOWARN, les membres du personnel de WANEP-Bénin ont assisté à un atelier de formation sur *le Système de Gestion des données relationnelles de base : ACCESS en mode interactif*. La formation, dispensée par FRIDINE informatique, visait à doter le personnel des compétences requises pour faire face aux nombreux défis de gestion des données et à la création d'une bibliothèque en ligne sur laquelle WANEP-Bénin travaille présentement pour les rendre accessibles sur son site Internet. Dans le cadre de la BeWARN, les moniteurs ont été formés à la collecte, à l'analyse et au reportage des données d'alerte précoce.

Dans le but d'améliorer la collecte des données et la rédaction de rapports relatifs au Système de l'ECOWARN, les membres du personnel de WANEP-Bénin ont assisté à un atelier de formation sur le Système de Gestion des données relationnelles de base : ACCESS en mode interactif



WANEP—Burkina Faso«««

Depuis la mort du coordinateur de zone qui servait en même temps de coordinateur du réseau national, le secrétariat de WANEP-Burkina Faso n'a pas été aussi dynamique que prévu. En avril 2010, après une procédure de recrutement, un coordinateur du réseau National (NNC) et un coordinateur de zone (ZC) en charge de la zone II - Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali et Niger ont été recrutés.

Une Assemblée Générale s'est tenue en avril pour élire un nouveau Conseil d'administration qui a été inauguré en Juin. Les deux coordinateurs ont été présentés au Secrétariat régional à Accra pour suivre un stage d'accueil et d'orientation et recevoir une formation au système d'alerte précoce de WANEP-CEDEAO, à la rédaction de propositions et à la gestion financière.

Avec le soutien financier du Gouvernement de Finlande, WANEP-Burkina a poursuivi son programme-radio sur le thème: «La prévention des conflits agro-pastoraux au Burkina Faso».

L'émission radiophonique était diffusée dans les trois langues principales (français, mooré et fulfuldé) à la Radio Rurale du Burkina Faso avec une couverture nationale. Les participants aux débats ont été sélectionnés au sein des institutions publiques (ex: Ministère des Ressources Animales, Ministère de l'Agriculture, etc) des ONG et des organisations membres de WANEP-Burkina.

WANEP—Cap-Vert«««

WANEP-Cap-Vert est devenu le 13ème réseau national de WANEP dans les 15 Etats membres de la CEDEAO en Afrique de l'Ouest. Notre organisation a été représentée par un point focal au Cap-Vert, au Mali et au Niger. Le processus de création du réseau national a commencé par une consultation nationale et un échantillon des organisations de la société civile au Cap-Vert.

Avec le soutien financier de l'USAID et dans le cadre du soutien à la conception de l'alerte précoce et de la réaction rapide (EWARDS), et avec les contributions du Ministère des Affaires étrangères du Gouvernement de la Finlande dans le cadre du projet "*Prévention des Conflits et Gestion intégrée et concertée des crises en Afrique de l'Ouest*", WANEP a organisé une réunion consultative et une formation à Praia (Cap-Vert) le 30 avril et le 1er mai 2010 pour établir un réseau national entièrement fonctionnel.

La cérémonie d'ouverture de la réunion d'installation de WANEP-Cap-Vert a été présidée par Mme Claudia Rodrigues, présidente de l'Institut pour l'égalité et l'équité (ICIEG) du Cap-Vert. Les remarques de clôture ont été faites par Mme Orlanda Ferreira, Députée de la circonscription du MPD. Alors que la présidente de l'ICIEG a apprécié et salué l'initiative d'établir WANEP-Cap-Vert, la Députée a promis, au nom du gouvernement, son plein engagement et son plein soutien à la mise en place de WANEP-Cap-Vert et ses engagements ultérieurs à résoudre les conflits et à construire la paix, créant ainsi un environnement propice au développement durable dans le pays. La réunion a élaboré un plan d'action de six mois. Un comité de pilotage a été élu pour mettre en œuvre le plan d'action et organiser une Assemblée générale pour l'inauguration du nouveau réseau.

WANEP-Cap-Vert a finalement été installé lors d'une assemblée générale tenue les 17 et 18 Septembre 2010 à Praia. Au cours de l'assemblée constitutive qui a duré deux jours, vingt-trois (23) participants dont

15 femmes et 8 hommes ont révisé et adapté les statuts et les lois et ont élu les membres du Conseil exécutif de l'Assemblée générale. M. Amado Francisco Souto a été élu Président du Conseil Exécutif ; Madame Tavares Lourença a été élue Présidente du Conseil d'administration national, et Madame Carla Bettencourt est devenue Présidente du Conseil en charge du Contrôle financier (audit interne).



WANEP—Côte d'Ivoire (WANEP-CI)◀◀◀

Au centre des activités de WANEP-CI se trouvait l'urgence d'assurer la mise en œuvre de l'Accord de paix de Ouagadougou et d'organiser une élection présidentielle pacifique et crédible en Côte d'Ivoire après cinq bonnes années de report. WANEP-CI s'est mis en partenariat avec d'autres OSC dans le suivi de la mise en œuvre de l'Accord de paix et a produit des bulletins mensuels sur l'état de l'Accord, attirant l'attention sur les questions d'importance. Il a fait des recommandations sur la manière de traiter la crise politique dans le pays. Son rapport final a été publié le 20 août 2010.

Parallèlement aux activités de suivi de la mise en œuvre de l'Accord de paix, WANEP-CI a lancé une initiative dénommée '*la Société civile engagée en faveur de la démocratie et de la bonne gouvernance*'. Cette initiative est destinée à consolider la démocratie et la bonne gouvernance, d'une part à travers le renforcement de la participation de la société civile à la gouvernance, d'autre part par la stimulation de la coopération en comblant le fossé entre les Députés et autres élus locaux et la population qu'ils représentent. Le projet, financé par le Fonds des Nations-Unies pour la Démocratie (FNUD), a été officiellement lancé pour informer les autorités et le grand public de l'existence du programme, une manière de solliciter leur coopération pour son succès.

Plus de 80 personnes ont assisté à la cérémonie de lancement : représentants d'institutions nationales et internationales, d'ONG, d'organisations basées dans les communautés et identifiées comme des partenaires dans le processus de mise en œuvre du projet et des médias. La cérémonie de lancement a été présidée par le Secrétariat national pour la bonne gouvernance, et placée sous l'égide de l'Union des Villes et communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI).

Après le lancement du projet, WANEP-CI a rencontré les autorités administratives, les partis politiques, les dirigeants locaux, surtout les maires et les leaders d'opinion provenant de la Société Civile pour solliciter leur adhésion aux idéaux ainsi qu'au processus de mise en œuvre du projet. Au cours des différentes réunions, WANEP-CI a été en mesure d'identifier des membres du Comité de Surveillance de la Démocratie et de la Bonne Gouvernance susceptibles de prendre en charge la surveillance des Institutions et Ministères de l'État en renforçant la participation des citoyens. Une série de formations ont été organisées pour renforcer les compétences des membres du comité établi dans toutes les cinq régions géopolitiques de la Côte d'Ivoire, à savoir : l'Est, l'Ouest, le Nord, le Centre et le Sud. Le but de la formation était de renforcer la compétence des membres du Comité de suivi dans les domaines de la prévention et de la gestion des conflits ainsi que dans le processus de décentralisation en vue de faciliter leur rôle de supervision dans leurs communautés. Les sessions de formation ont été animées par des experts du Ministère de l'Intérieur.

Les comités ont tenu des réunions mensuelles pour discuter des problèmes et élaborer des stratégies d'intervention à des fins de plaidoyer et de sensibilisation. Ils ont organisé des émissions radio tous les mois.



Avec le soutien de 'Institut Américain pour la Paix' (*United States Institute for Peace*) (USIP), WANEP-CI a travaillé en étroite collaboration avec la Commission électorale indépendante, et avec d'autres OSC pour la réussite du processus électoral en 2010. Dans le cadre de ses activités, WANEP-CI a organisé un atelier de formation visant à associer cent femmes ivoiriennes à l'observation des élections en Côte d'Ivoire pour intégrer leur participation effective et active dans les élections présidentielles et parlementaires. Six mois avant l'élection, WANEP-CI a établi une équipe de surveillance au niveau national. Le groupe d'observation est composé de treize contrôleurs de terrain en poste dans différentes localités à l'intérieur du pays et à Abidjan (Anyama, Adzopé, Bondoukou, Bouaké, Daloa, Divo, Gagnoa, Korhogo, Man, San Pedro pour l'intérieur du pays et Adjamé, Abobo et Yopougon à Abidjan). Les observateurs ont surveillé les comportements des acteurs politiques, les médias et la société civile sur une période de six mois couvrant les élections présidentielles et législatives. Des rapports mensuels sur la situation et des rapports sur les incidents ont été produits comme des résultats du projet.

Le jour des élections, WANEP-CI a déployé environ 139 observateurs à l'intérieur du pays. Un comité de médiation composé de chefs religieux a également été formé les 19 et 20 Novembre pour régler les conflits électoraux.

Dans le cadre du projet dénommé 'Soutien à l'élaboration d'un Système d'alerte précoce et de réaction (EWARDS)' financé par l'USAID, WANEP-CI a conduit une opération d'évaluation de conflit pour apprécier les facteurs à risque susceptibles de mener à un conflit armé. À la fin de l'évaluation, WANEP-CI a augmenté ses moniteurs d'alerte précoce dans les campagnes de l'Ouest du pays (Wild West) avec le soutien d'EWARDS. L'évaluation a révélé un risque élevé de voir l'élection présidentielle déstabiliser le pays.

Dans le cadre de son projet de développement des communautés, WANEP-CI a commencé la réhabilitation d'une école primaire publique dans le village de Goetifla dans la région du Haut Sassandra avec le soutien financier de l'Ambassade des États-Unis en Côte d'Ivoire. Une partie du projet consiste à construire des latrines à fosses pour l'école, à refaire les toitures, à repeindre les murs et à acquérir du mobilier scolaire notamment des tables et des bancs pour les élèves.

WANEP—Gambie «««

Dans le cadre du Programme des Petites munitions et des Armes légères soutenu par l'Agence Canadienne de Développement International à travers Oxfam GB, le CECI et le Programme les armes légères de la CEDEAO (ECOSAP), WANEP-Gambie a saisi un total de 18 armes illicites et cinq fusils de chasse de fabrication locale qui ont été remis de façon anonyme au Camp militaire local, à l'office chargé du projet dans la Upper River Région pour stockage et destruction ultérieure

Dans le cadre du même programme, WANEP-Gambie a construit un magasin de produits pharmaceutiques à la demande de la communauté en vertu de l'initiative « armes en échange de projets de développement ». La pharmacie sera bénéfique aux communautés en ce sens qu'elle leur épargnera du temps et le coût du voyage à la ville principale qui est située à environ 42 kilomètres de Tambacounda, une localité en terre sénégalaise pour acheter des médicaments destinés à leurs animaux malades. Elle élimine en outre les risques d'acheter des médicaments contrefaits aux marchés hebdomadaires. En plus des activités mensuelles de supervision, de suivi et évaluation, WANEP-Gambie a organisé un séminaire de formation animé par un consultant en gestion à l'intention des membres du comité de gestion. Ce séminaire porte sur la gestion des différents microprojets ainsi que sur le soutien de trois mois accordé au comité pour la mise en fonction de la pharmacie après son inauguration en Juin 2010. Grâce à ce programme, l'enregistrement des fusils de chasse et autres armes a augmenté de façon significative au fil des ans.

Avec l'appui du Bureau du PNUD en Gambie, WANEP-Gambie a organisé un atelier de synergie à l'intention des organisations membres du Réseau d'action sur les armes légères en Gambie (Gansa). Cet atelier a pour objectif de lutter contre la prolifération des munitions de petit calibre et des armes légères dans le pays et de faire pression sur le gouvernement afin qu'il signe les instruments régionaux et internationaux afférant à ce dossier. L'atelier était venu à point nommé, car il a coïncidé avec une importante saisie d'armes à la frontière de la Gambie avec la région sénégalaise de la Casamance. Ce trafic d'armes est en rapport avec le conflit sécessionniste prolongé de la Casamance qui a un impact sur la Préfecture gambienne de Foni Berefet, dans la West Coast Region.

L'atelier de synergie a réuni des participants venus du Ministère de l'Intérieur, du Ministère de la Défense, du Bureau du Vice-président, des agences de sécurité, des douanes, du Service de l'immigration ainsi que des organisations de la Société civile. Durant ce forum, l'on a examiné le cadre juridique qui régit au niveau national comme au niveau international les armes de petit calibre.



Le Forum s'est terminé par des mesures concrètes et des recommandations fermes en ce qui concerne la lutte contre la menace des armes légères en Gambie à la lumière des problèmes qui émergent tels que l'augmentation du taux de criminalité, le trafic de drogue, le blanchiment de l'argent et la prolifération des armes illicites. Entre autres recommandations, les participants ont exhorté le gouvernement à accélérer la ratification de la Convention de la CEDEAO sur les petites munitions et les armes légères.

En tant que membre actif de la Coalition sur les Armes à Fragmentation (CMC), WANEP-Gambie a rejoint la Communauté Internationale pour célébrer l'entrée en vigueur de la Convention sur ces armes à Basse, dans la Upper River Région sous la forme de tam-tam, de défilé, et de séminaire appelant tous les gouvernements de la CEDEAO qui n'ont pas encore ratifié la Convention - y compris celui de la Gambie - à le faire, car ce serait un moyen de contribuer à la paix et à la sécurité dans le monde.

Dans le cadre du programme WIPNET, WANEP-Gambie a organisé un séminaire de formation de deux jours avec le soutien d'ActionAid. Ce séminaire était destiné aux femmes des communautés venues de toutes les cinq régions du pays pour vulgariser les résolutions 1325 et 1820 des Nations-unies en Gambie. Les quarante cinq (45) représentantes venues de différentes régions ont participé à la formation de renforcement des compétences dans la construction de la paix et dans la résolution des conflits au niveau des communautés.



La formation avait pour but de renforcer leurs connaissances et leurs compétences ainsi que de les sensibiliser pour un suivi efficace de la mise en œuvre de la Résolution 1325 en Gambie. À l'issue de la formation, une campagne de 16 jours d'activisme a été organisée pour permettre à un très grand nombre de femmes de renforcer leur rôle dans la construction de la paix dans leurs communautés et de travailler en partenariat avec les hommes dans la promotion de la paix et de la sécurité dans leurs régions respectives.

Dans le cadre du 'Programme Jeunesse et Education à la Paix', WANEP-Gambie a commémoré la Journée internationale de la paix en Gambie en dépit du manque de soutien externe. Cette fois, au lieu de commémorer la Journée dans les zones urbaines, les organisateurs l'ont célébrée au Siège du Chef-lieu de la North Bank Région qui partage une frontière commune avec le nord du Sénégal - une région touchée par le vol de bétail ainsi que les vols à main armée en raison de sa proximité avec la frontière qui offre une issue facile aux bandits. La célébration de deux jours comprenait une heure de conversation à la station de radio communautaire Kerewan portant sur les jeunes, la paix et le développement ainsi que sur le rôle des femmes dans la construction de la paix dans leurs communautés.

WANEP—GHANA



Dans le cadre de son système d'alerte précoce, le secrétariat de GHANEP a élaboré le 'Ghana Alert Project (GAP)'. Au nom de ce projet, GHANEP a lancé le 'Ghana Peace Watch', une publication semestrielle qui présente des rapports sur les activités du réseau. Le dernier numéro qui a tiré à 500 exemplaires contient environ 13 histoires et a été distribué à tous les membres, partenaires et acteurs du réseau.

Dans le cadre du programme national d'alerte précoce dénommé *Ghana-Warn*, le secrétariat national a organisé une session d'information sur la sécurité nationale. Cette session porte sur les questions qui émergent au cours de chaque trimestre mettant en évidence les menaces à la sécurité dans les collectivités concernées. Les séances d'information ont été suivies par le Conseil de Coordination de la Région du Nord, Le Conseil Consultatif pour la Paix dans la Région Nord, les membres de WANEP-Ghana, des ONG, des Services de sécurité et les médias, pour ne citer que quelques-uns. Le Dossier de la sécurité a soulevé des inquiétudes à propos de la situation préoccupante des conflits liés à la chefferie, de la résistance au choix des chefs dans certains cas, ce qui aboutit à du hooliganisme chez les jeunes, les meurtres barbares de chefs, les enlèvements de chefs, les menaces de mort proférées contre des chefs, y compris des agressions physiques perpétrées par les jeunes dans différentes parties du pays, notamment à Accra, dans les trois Régions du Nord (Upper East, Upper West et Northern) et dans la région Ashanti.

Le Dossier a établi également un rapport sur le nombre élevé d'accidents sur les routes entraînant des pertes massives en vies humaines. Il a fait des recommandations aux organismes chargés de l'application de la loi pour faire face aux menaces de sécurité.

En plus des informations sur la sécurité nationale, des réunions régionales de liaison ont été organisées.

Plus d'une quinzaine de ces réunions régionales se sont tenues dans cinq () régions du Ghana ; elles ont connu la participation de plus de 250 personnes, notamment les agences de sécurité et autres organes gouvernementaux. Un certain nombre de menaces à la sécurité ont été identifiées dans les régions et portées à la connaissance des parties concernées afin que des solutions leur soient trouvées. Pour compléter les réunions régionales de liaison, plus de vingt discussions radiophoniques ont été animées dans les langues locales des cinq régions pour délibérer sur des menaces à la sécurité qui ont été identifiées et lancer des appels à une coexistence pacifique dans les régions.

Dans le cadre de ses efforts pour construire une relation plus étroite entre GHANEP et le Quartier Général de la Police au Nord du pays, un atelier d'une journée a été organisé à l'intention de 15 agents de police. La session a permis de présenter le système d'alerte précoce et GHANEP aux autorités de police ; elle a également sollicité le point de vue et la collaboration de la police en particulier en matière de réaction afin de renforcer le système.

Dans le cadre du *Programme de la sécurité humaine* financé par le PNUD et l'UNICEF, GHANEP a animé une formation sur la construction de la paix et la sécurité humaine pour la ville de Tamalé et la municipalité de Yendi. Le programme de la sécurité humaine de l'ONU pour le Nord du Ghana a été inauguré en 2009 par Son Excellence, le Vice-président de la République du Ghana à Tamalé. Il vise



à réduire la violence et les effets néfastes des conflits violents, à renforcer les compétences au niveau local parmi les membres des assemblées pour la paix et l'élaboration de stratégies pour s'assurer que les efforts de prévention des conflits et de construction de la paix sont intégrés dans les plans de développement à moyen terme de quatre assemblées dans les Régions Nord, Upper East et Western. Le volet 'Recherche' du programme est pris en main par WANEP-Ghana, UDS et l'Université du Ghana.

Le programme vise à compléter les efforts passés et actuels de construction de la paix et de prévention des conflits à la fois par la société civile et les acteurs étatiques. Pour les communautés vivant dans les Préfectures, le but de la formation de deux jours était de leur permettre de venir avec leurs propres stratégies et interventions sur la construction de la paix et la résolution des conflits de même que sur des initiatives de sécurité humaine qui seraient intégrées dans les plans de développement à moyen terme des assemblées de préfecture. Les participants ont engagé des discussions de groupe et élaboré un plan d'action collectif (PAC) pour leurs communautés.

En intervenant dans le conflit foncier Sheriggu/Yikene dans la région Upper East qui a connu en Mars 2010 une série de violences qui ont conduit à la destruction de biens, GHANEP a nommé un comité de neuf membres qui doit identifier les principaux acteurs susceptibles de prendre part à la médiation dans le conflit. Le comité s'est réuni séparément avec les divers acteurs pour entendre leur version individuelle de l'histoire et leurs suggestions sur la façon dont le conflit pourrait être résolu. Le comité

Les deux chefs en conflit ont félicité GHANEP pour son initiative et pour son implication dans la réconciliation de la communauté.

a recommandé à WANEP-Ghana et au Conseil de Coordination de la Préfecture de faciliter le processus.

WANEP-Ghana s'est lancé dans des activités de sensibilisation à la non-violence et à la paix à Banvim /Dohini dans la ville de Tamale où la violence a éclaté en 2008 entre les deux cantons dirigés par Yahaya Manguli et Haruna Abu. La violence a créé entre Octobre et Décembre 2009, une atmosphère tendue dans la communauté. L'une des options pour faire face à cette situation a été la nécessité d'apaiser les tensions en augmentant l'interaction entre les jeunes. GHANEP a organisé un match de football au nom de l'initiative "Football pour la paix" comme l'ont recommandé les membres de la communauté Dohini pour promouvoir la paix.

On pouvait compter au nombre des spectateurs, les membres du Conseil Régional des Sports, de la Croix-Rouge ghanéenne, d'Action Aid Ghana, et des représentants des deux chefs de la communauté, ce qui a fait de l'initiative, un grand succès.





Les activités de WANEP-Guinée en 2010 ont été motivées par la volonté d'assurer une transition pacifique et démocratique en Guinée après 52 ans successifs de systèmes de gouvernance autoritaires. WANEP-Guinée a organisé en Mars et en Juin, avec l'appui technique du Secrétariat régional, deux consultations nationales dans la perspective de l'élection présidentielle. Ces consultations ont rassemblé divers acteurs, dont des hauts fonctionnaires du gouvernement de transition.

A lors que la première consultation était axée sur des questions préoccupantes qui tournent autour du respect de l'accord de Ouagadougou et de l'organisation éventuelle de l'élection, la deuxième consultation visait à élaborer des stratégies avec les organisations de la société civile guinéenne pour prévenir et atténuer la violence électorale résultant de l'élection présidentielle du 27 Juin âprement disputée.

Le consultation nationale de Juin a été la troisième d'une série. Son thème était le suivant: "**Une transition pacifique et démocratique crédible**" dans le cadre du Partenariat mondial pour la prévention des conflits armés (GPPAC). Elle a attiré 53 participants provenant du Bureau du Premier ministre, de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), du Ministère de la Défense, du MATAP, du Conseil National de Transition (CNT), du Représentant spécial de la CEDEAO, de l'Union nationale des travailleurs (CNTG-USTG), du Conseil national pour la Communication responsable, du renforcement des capacités des médias, des autorités locales, du parapluie national des organisations de la société civile (CNOSCG) et d'autres organisations non gouvernementales.

Outre les consultations, WANEP-Guinée a mené des activités de sensibilisation à l'organisation d'élections sans violence. Une partie de la stratégie de ces campagnes consistait à célébrer et à exalter les valeurs traditionnelles qui font l'éloge de la paix et à mener des activités culturelles qui mettent l'accent sur la coexistence pacifique. Avec le soutien

financier des autorités locales, WANEP-Guinée a été en mesure de réunir des femmes et des groupes de jeunes dans la **Commune instable de Ratoma** à Conakry pour sensibiliser les membres des communautés aux dangers de la politique ethnique et aux actes de violences qui en découlent. Dans le cadre du Programme Radio, des discussions ont été diffusées sur diverses stations de radio, à Sabari FM et sur les stations FM de Radio Liberty insistant sur la nécessité et l'importance des élections pacifiques. Ces émissions ont été financées grâce au soutien du Gouvernement de la Finlande à WANEP pour la construction de la paix et la gestion des crises en Afrique de l'Ouest.

Après les deuxième et troisième consultations, le Secrétariat régional de WANEP a rejoint la mission d'observation électorale de la CEDEAO pour surveiller le déroulement de l'élection présidentielle au moment où WANEP-Guinée déployait un groupe de moniteurs pour signaler les premiers indices de violence électorale en vue d'interventions rapides.

WANEP-Guinée a conclu un partenariat avec le PNUD et ACCORD pour mettre en œuvre **un projet de renforcement des compétences** sur les mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits en Guinée. A l'invitation du bureau du PNUD en Guinée, WANEP a participé également à une **réunion consultative sur les stratégies de réforme du secteur de la sécurité**. La réunion a été animée par un expert de l'ONU sur les questions de paix et de sécurité. WANEP-Guinée a apporté sa contribution en brossant une cartographie des situations de conflit en Guinée. En conséquence, WANEP-Guinée a été



classée parmi les organisations capables qui seraient impliquées dans la réforme du secteur de la sécurité en Guinée.

A la cérémonie de lancement du *Réseau des femmes pour la paix et la sécurité dans la région de la CEDEAO*, WANEP-Guinée a été élu au secrétariat de la section nationale en Guinée. Afin d'accélérer le processus de création de la section locale du réseau des femmes, WANEP-Guinée a organisé une réunion dans son bureau le 22 Mars 2010 pour identifier les domaines prioritaires pour le réseau et établir une base de données des organisations de femmes. L'inauguration de la section locale a eu lieu en Septembre 2010.



WANEP—Guinée-Bissau«««



Le secrétariat national de WANEP-GB a connu d'importants manquements aux règles administratives et de gestion de la part de son coordinateur de réseau national (NNC). Pendant la majeure partie de l'année, les activités ont été interrompues à cause des investigations qu'il a fallu mener. D'après les conclusions de l'enquête, la gestion du NNC laisse à désirer ; il est passé par une procédure disciplinaire qui a conduit à son licenciement.

Un Coordinateur par intérim a été nommé en attendant la conclusion du processus de recrutement qui a été amorcé. Sous la direction du NNC par intérim, WANEP-GB a réussi à poursuivre l'émission radiophonique avec le soutien financier du gouvernement de la Finlande.

WANEP—Liberia«««



Au cours de l'année, WANEP-Liberia a engagé ses différents partenaires, locaux, régionaux et internationaux, à renforcer les capacités locales, améliorer la sécurité en particulier des femmes et des filles et faire progresser le processus de réconciliation au niveau communautaire dans le but de consolider la fragile paix qui prévaut dans le pays. En reconnaissance du travail et des contributions de WANEP-Liberia, d'éminentes personnalités ont visité les chantiers de certains de ses projets dans le pays.

La Représentante *Spéciale du Secrétaire Général des Nations-Unies sur les problèmes du Genre* s'est rendue au Libéria et a été escortée par la *Directrice Exécutive de l'UNIFEM au Libéria* ainsi que par un personnel de programme du secrétariat de WANEP-Liberia à la *Cabane de la Paix de Totota* construite grâce au *programme de WIPNET*. Lors de sa visite, elle a pu assister à une médiation dans laquelle une femme a été répudiée et déshéritée. Elles ont posé la première pierre pour la construction d'une branche de

la «Cabane de la paix» (Centre des femmes) de Totota, dans la région de Bong (l'une des communautés qui ont été dévastées par la guerre civile). Sur les 16 Cabanes de la paix qui doivent être construites dans quatre régions, deux sont déjà achevées, notamment à Zwedru et à Grand Gedeh, tandis que 4 sont encore en cours de construction. Les emplacements des 10 autres cabanes ont été identifiés par le Ministère du Genre et du Développement et l'UNIFEM.



Suite à la visite de la Représentante Spéciale des Nations-Unies sur le Genre, une équipe documentaire du personnel de l'ONU venue de l'UNIFEM à New York, du Libéria et du FNUAP a effectué une visite aux branches de WIPNET de Totota et de Gbarnga dans la Région de Bong pour avoir des échanges avec les femmes, apprendre et avoir des entretiens sur l'utilisation de leurs Cabanes de Paix et sur leur projet de police communautaire.

Il y avait en outre, une visite d'une **Délégation de haut niveau des Nations Unies** composée du Prince Zeid Ra'ad Zeid Al Hussein, le Représentant Permanent du Royaume Hachémite de Jordanie auprès de l'Organisation des Nations-Unies, en sa qualité de Président de la Configuration Spécifique des Pays, en compagnie **du Secrétaire Général Adjoint de l'ONU** et de l'ambassadeur du Libéria à l'ONU entre autres.

Dans le cadre du Projet d'Initiative de Paix des Femmes Rurales, financé pour la cinquième année par le Service Mondial des Juifs Américains (*American Jewish World Service-AJWS*), les membres de la communauté ont reçu un soutien pour entreprendre des initiatives locales en faveur de la paix dans trois communautés réparties dans trois régions à savoir, Bong, Bomi et Bassa. Les principales composantes du projet sont :

- ✓ une subvention qui fournit un soutien financier à 30 jeunes hommes et jeunes femmes (y compris des garçons et des filles) dans les communautés ciblées pour avoir accès à l'éducation formelle;
- ✓ (un paquet destiné à la promotion de la communauté, qui offre un soutien financier à

des groupes communautaires pour entreprendre des projets spéciaux tels que l'agriculture et les activités de police communautaire et

- ✓ un paquet pour le Développement économique qui vise à fournir un soutien financier direct aux femmes de la communauté afin de leur permettre de créer leurs propres coopératives communautaires locales pour les microcrédits.

Bien que le projet ait pris fin en 2010, le Service Mondial des Juifs Américains (AJWS) demeure toujours intéressé par les travaux de WANEP et pour la sixième année, il a approuvé une autre subvention de soutien général à l'Institution alors que les bénéficiaires du projet continuent de s'engager dans d'autres programmes, projets et structures pour assurer la continuité et le progrès.

Dans le sillage du rapport de la Commission Vérité et Réconciliation (TRC), le Programme WIPNET de WANEP-Libéria, avec un financement de CAUSE Canada, a travaillé sur les questions de Justice Transitionnelle et de Réconciliation en

Le programme WIPNET et ses membres ont collaboré avec le Ministère du Genre et du Développement pour commémorer la Journée Internationale de la Femme.

Comme point fort de l'événement, Son Excellence Ellen Johnson-Sirleaf, Présidente de la République du Libéria a félicité le programme WIPNET de WANEP-Libéria et le Réseau des Femmes du Fleuve Mano pour la Paix: REFMAP pour le niveau de travail et de sensibilisation mené à travers le pays.



mettant l'accent sur l'élaboration de stratégies pour la consolidation de la paix. Dans le cadre du **Projet Ouest-africain de Construction de la Paix** qui a rassemblé tous les pays de l'Union du Fleuve Mano, une conférence régionale sur la paix a été organisée par l'équipe de la Sierra Leone. La conférence a réuni environ 100 participants en provenance du Libéria, de la Sierra Leone, de la Côte d'Ivoire et du Canada pour délibérer sur les questions nationales et régionales de construction de la paix. L'un des principaux résultats de la conférence a été l'adoption d'une approche régionale pour engager les parties prenantes aux niveaux national et régional à soutenir les initiatives de construction de la paix et de réconciliation en cours. Malgré la fin du financement de CAUSE Canada au troisième trimestre de 2010, WANEP-Libéria et ses partenaires ont continué d'avoir des entretiens sur la création éventuelle d'une Commission Nationale pour la Construction de la Paix au Libéria. Cette Commission se chargera des recommandations spécifiques sur la paix et la sécurité émises par la Commission Vérité et Réconciliation.

WANEP-Libéria a mis en place des comités de paix dans six collectivités dans les six districts de Nimba dans le cadre de son **Projet Education à la Paix - Plate-forme pour le dialogue (P4DP)** financé par le fonds de Construction de la paix à travers 'Interpeace' et l'UNOPS. Dans ces communautés, WANEP a travaillé avec le Conseil Inter Religieux du Libéria (IRCL) comme l'une de ses organisations partenaires dans la mise en œuvre d'une campagne de sensibilisation destinée à promouvoir des activités de non-violence dans la région. Le projet vise à renforcer la paix et la sécurité des femmes de la communauté grâce aux émissions radiophoniques diffusées dans des communautés sélectionnées.

Dans le cadre du **Projet de Soutien à l'Apprentissage des Femmes Rurales et au Développement de leur**

Leadership, financé par TrustAfrica, WANEP-Libéria est intervenu au niveau des communautés pour traiter la question du renforcement des capacités locales avec un accent particulier sur les activités génératrices de revenus et l'alphabétisation des adultes. Le projet a ciblé les 23 succursales de WIPNET situées dans les dix régions opérationnelles. Au début du projet, une enquête de référence a été conduite dans cinq des dix régions ciblant 84 personnes pour mieux comprendre la prestation des programmes et les stratégies d'évaluation au cours de la période de douze mois. Ensuite, une formation sur la gestion des petites entreprises a été organisée à l'intention de 22 personnes à Gbarnga, dans la région de Bong afin d'améliorer leurs performances en matière d'activités lucratives. Une formation à l'alphabétisation des adultes destinée à 30 Enseignants en Alphabétisation a été conduite en partenariat avec ALPHALIT (Une Institution Internationale d'Alphabétisation des Adultes). Enfin un programme de formation a été organisé pour les 11 membres du Programme de WIPNET (10 dans les sous-branches et 1 membre du Secrétariat) à l'Institut Krokobitey (Ghana) pour une période d'un mois. Cette formation porte sur des connaissances pratiques ou sur des moyens de subsistance de base qui peuvent générer des revenus, notamment la vannerie, la fabrication de perles en verre / de bijoux recyclés / la construction de fours solaires, / le tissage de 'Kente' / une démonstration dans l'art d'arranger les fleurs / et l'horticulture. À la suite de ce programme, quelques-unes des femmes de la communauté impliquées dans le projet ont pu acquérir pour la première fois des documents de voyage pour quitter le pays.

La Société Ouverte pour l'Afrique de l'Ouest (OSIWA) a fourni des fonds à WANEP-Libéria pour renforcer la participation des femmes et des jeunes dans le processus politique. Le projet a été

géré conjointement par la coalition des femmes et des jeunes composée de la Fédération des Jeunes Libériens (FLY), tandis que l'Institut Démocratique du Libéria (LDI) sert d'organe de coordination. Conjointement avec la Coalition, WANEP a réussi à mobiliser les jeunes et les femmes afin de faire pression pour l'adoption du projet de loi controversé après plusieurs conférences de presse et des actions de sit-in devant l'Immeuble du Capitole.

Dans le cadre **du Projet de Partenariat Stratégique** initié par WANEP-Libéria et le Secrétariat d'Amnesty International avec l'appui financier et technique du Secrétariat d'Amnesty International et de sa Section Suédoise, un atelier de trois jours sur **l'Accès à la Justice** a été organisé pour les groupes et organisations dirigés par des femmes avec une attention particulière sur le cadre international des droits de l'homme, les systèmes juridiques internationaux et les mécanismes de justice au niveau national et local. Un autre atelier de trois jours sur la Justice du Genre a été organisé pour les stations de radio communautaire. La promotion de l'accès des femmes à la justice par WANEP-Libéria s'est également penchée sur les questions de violence sexuelle et de genre dans les communautés rurales et urbaines. Le programme a suivi de près et fait des rapports sur deux cas importants, à savoir: le cas d'Ange Tokpa depuis 2007 (un cas présumé d'assassinat d'une jeune fille de 13 ans par son tuteur) et depuis 2009, le cas d'une jeune fille de 17 ans qui aurait été brûlée à mort par son copain. Suite à des engagements constants, à la pression et au suivi de ces cas par les femmes et les membres de WIPNET, les auteurs présumés des deux cas ont été déclarés coupables et condamnés à la peine de mort par pendaison. Toutefois, les auteurs ont fait appel pour une peine moindre.

Deux nouvelles subventions ont été approuvées par l'UNIFEM et le Fonds de l'ONU pour la Construction de la Paix à travers le Bureau Libérien de l'Édification de la Paix et le HCR ; elles sont destinées à l'organisation d'une campagne de sensibilisation à court terme pour faire passer le **Projet de loi concernant l'Égalité des Sexes** et à un soutien pour améliorer **'l'Initiative de Paix et de Sécurité des Femmes Communautaires'**. A travers son programme WIPNET, WANEP-Libéria a collaboré avec le Comité des Femmes Juristes, l'Association des Femmes Juristes et des organisations féminines pour réactiver la campagne pour faire passer le "Projet de

loi sur l'Égalité des Sexes", autrefois appelé 'Le Projet de la loi sur l'Équité'. Dans le passé, ce projet de loi a provoqué un tollé et par conséquent n'a pas été accepté ou adopté par l'Assemblée Législative. Les groupes de femmes n'ont pas abandonné le projet de loi et ont relancé le processus alors que le pays se prépare pour les élections en 2011. Le projet de loi sur l'égalité des sexes exige un minimum de quota de 30% pour les femmes et pas plus de 70% pour quelque sexe que ce soit dans la classe politique. WIPNET a travaillé en étroite collaboration avec le Ministère du Genre et du Développement pour produire et distribuer 2000 exemplaires du Projet de loi et mobiliser plus de 300 femmes pour l'appuyer à l'Assemblée.

Dans sa volonté de continuer à construire des partenariats pour la paix à l'intérieur et à l'extérieur du Libéria, WANEP-Libéria a signé un accord de partenariat sur un projet nommé **Leadership avec Intégrité** avec l'Institut Les Aspen, un projet financé par le Département d'État des États-Unis à travers l'Ambassade Américaine pour des Affaires Publiques sur une période de deux ans à compter de 2009. L'agent sur le projet au Secrétariat a conduit une équipe de 11 jeunes Libériens en avril 2010 pour assister à un programme d'échange de trois semaines à Washington DC aux États-Unis d'Amérique. La visite d'échange a donné aux participants l'occasion de s'informer davantage des questions de gouvernance, de développement de leadership, et de l'état de droit, entre autres. 14 Américains seraient accueillis par WANEP-Libéria dans la même période, désireux de promouvoir un apprentissage interculturel sur le leadership.

En reconnaissance du rôle de leadership de WANEP-Libéria, son Coordinateur National a reçu le Prix **Senior Chevening Fellowship** sur la Prévention et la Résolution des conflits. Ce prix lui a été remis par le **Bureau des Affaires Étrangères du Commonwealth** à travers le **British Council d'Angleterre**. Durant son séjour en Angleterre, le Coordinateur de Réseau National a établi de nouvelles relations avec certaines organisations du Royaume-Uni et a consolidé son partenariat avec le Secrétariat international d'Amnesty International; En conséquence, le programme WIPNET a bénéficié d'un financement de 6 mois.



WANEP—Mali◀◀◀



WANEP-Mali est devenu en Décembre 2010, le 14e réseau national de la famille WANEP grâce au soutien de l'USAID dans le cadre du projet EWARDS. Dans le passé, WANEP a été opérationnel au Mali à travers un point focal. Le processus de création du WANEP-Mali a débuté au début de l'année avec plusieurs réunions qui ont abouti au recrutement du coordinateur du réseau national et à la tenue de la première Assemblée Générale pour élire le conseil d'administration et inaugurer le réseau.



WANEP—Nigeria«««



En 2010, WANEP-Nigeria a renforcé son **Système National d'Alerte Rapide**, un modèle à reproduire dans tous les réseaux nationaux de WANEP à partir de 2011. WANEP-Nigeria a amélioré les caractéristiques et les capacités de son système et a fourni des téléphones mobiles et des cartes SIM aux journalistes dans les trente-six (36) Etats du Nigeria dont le FCT. Les cartes SIM étaient mises en réseau et les lignes gratuites. Les téléphones sont destinés à être utilisés comme des «lignes de crises». Le service est payé après coup en vertu d'un contrat de partenariat avec le fournisseur de services de communication Globacom. Les téléphones et les accessoires ont été acquis grâce au soutien de l'USAID /et grâce à l'appui institutionnel d'EWARDS



Le département de l'Alerte Précoce de WANEP-Nigeria a commencé la production et la publication d'un rapport mensuel intitulé **Bulletin d'Alerte Précoce**. Le bulletin fournit une analyse des conditions de proximité et les facteurs à risque de crise humanitaire, à partir des données sur le Système d'Alerte en ligne de WANEP-Nigeria qui couvre tous les États du Nigeria. Le Bulletin a été

largement diffusé aux agences gouvernementales concernées et aux acteurs non étatiques travaillant sur les questions de conflit et de crise humanitaire et à la recherche de réactions rapides aux crises naturelles ou causées par l'homme au Nigeria.

Dans le cadre des activités du partenariat de six mois en cours entre WANEP et OXFAM GB pour le renforcement des capacités en vue de la **Prévention des Risques de Catastrophes au Nigeria**, WANEP-Nigeria a compilé tous les acteurs étatiques et non étatiques qui travaillent aux différents niveaux de l'aide humanitaire et de gestion des catastrophes

WANEP-NIGERIA
Early Warning Bulletin

About EW Bulletin

The Early Warning Bulletin is a monthly publication of the West Africa Network for Peacebuilding (WANEP) Nigeria that presents a brief graphic analysis and description of highest proximity conditions emerging from its Early Warning Reports.

These Reports are derived from the Network's online EW system which facilitates the generation of data from monitors and reporters across the 36 States of the country including the Federal Capital Territory.

The Bulletin reflects data from the incidence and situation reports of the EW system.

The WANEP-Nigeria EW system is adopted and supports the ECOWAS EW system-ECOWARN. The system is managed by the Early Warning Department of ECOWAS in partnership with WANEP through an MOU under the Protocol Relating to the Mechanism for Conflict Prevention, Management, Resolution, Peace-Keeping and Security in West Africa.

01-30/06/2010

RISK 1: ARMED CONFLICT:

Five states reported cases of armed conflict especially communal (Delta and Lagos states) and electoral armed conflicts (Akwa-Ibom, Borno and Zamfara states). Eleven people were killed in the incidents and over 500, 000 people were affected ranging from displacement to massive disruption of livelihood. The cumulative risk factors of these conflicts in the reported states showed a high index of 50% for the movement of arms and use of belittling language by political leaders as drivers of violent conflicts in the identified states. 50% risk was reported for Nigeria Police tendency to engage in shoot-out and use excessive force in discharging their duties, thereby increasing the number of victims from the conflicts. The challenge is for the Nigeria Police to go beyond reactive and sporadic action to systematic

au Nigeria. Le service de prévention des conflits a organisé une formation de deux jours à Abuja pour les principales organisations et organismes travaillant sur la gestion des conflits, la gestion des catastrophes, l'aide humanitaire et l'intervention d'urgence au Nigeria sur la RRC. La formation a été l'occasion pour les acteurs non étatiques opérationnels dans le domaine, de former des réseaux et de nouer des relations essentielles pour la coordination des efforts dans les situations de crise humanitaire au Nigeria.

Dans le cadre de son *Projet de Médiation par les Pairs et d'Education à la Paix* dans les Etats du Delta et de Rivers, WANEP-Nigeria a organisé une *Semaine de Festival de la Paix* pour les écoles primaires et secondaires de la Région. Les programmes ont connu leur temps fort avec une journée de fanfare. *Le Programme d'Education à la Paix* a été créé dans trente (30) établissements primaires et secondaires dans les Etats de Rivers et du Delta. Dans le cadre du programme, WANEP-Nigeria a lancé le *Magazine*



'La Voix de la Paix' pour offrir à chacune des écoles participantes un forum pour partager ses pensées et ses idées à travers des poèmes, des blagues, des essais, des articles, etc., et pour présenter le profil des membres du Club de la Paix / de la Médiation par les Pairs.

En Juin, une évaluation de l'impact du projet *'Éducation à la paix'* a été conduite dans les écoles-pilotes. L'évaluation s'est penchée sur l'impact du projet et sur les défis à relever pour assurer sa viabilité dans les écoles-pilotes. Elle a donné un aperçu des possibilités d'expansion et d'institutionnalisation de l'initiative dans les Etats du Delta et de Rivers et au-delà.



À la fin de l'évaluation, WANEP-Nigeria a publié un document sur les enseignements tirés de ses expériences de mise en œuvre du projet. Il a souligné les succès ainsi que les défis de la mise en œuvre.

Dans le cadre du Programme WIPNET, un séminaire a été organisé à Calabar sur les enseignements tirés du Projet d'Education à la Paix qui bénéficie du soutien de l'Institut des États-Unis pour la Paix (USIP). Les participants au séminaire étaient principalement des représentants des Ministères de l'Education dans les 6 Etats de la zone géopolitique sud-sud ainsi qu'un représentant du Ministère Fédéral de l'Education.

En guise de stratégie pour faire pression pour de la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l'ONU, le programme WIPNET de WANEP-Nigeria a organisé une *Réunion Consultative Nationale avec les acteurs déterminants sur la Résolution 1325 au Nigeria*. L'initiative a reçu le soutien d'Oxfam Novib Pays-Bas, pour créer un comité de pilotage chargé de superviser et de canaliser les stratégies de mise en œuvre. La première réunion du comité de pilotage a eu lieu à Abuja au cours de la première semaine de Mai 2010. Elle a fourni une plate-forme pour les débats sur les stratégies efficaces pour la mise en œuvre de la résolution 1325 au Nigeria. Le comité a travaillé sur les stratégies de lobbying pour le développement d'une politique nationale qui intègre la résolution 1325 pour le Nigeria.

En guise de suivi à une *Réunion Consultative Nationale de trois jours destinée aux Institutions de Sécurité* et portant sur les approches de la paix et de la sécurité sensibles au genre au Nigeria, le programme WIPNET a effectué des visites dans quatre institutions de sécurité, à savoir: l'Académie de police à Wudill, le Collège des Officiers de Police à Jos, le Collège National de la Défense à Abuja, et l'Académie de Défense du Nigeria à Jaji.



Les visites avaient pour but de plaider pour l'inclusion et la participation des femmes à la consolidation du secteur de la sécurité. Les visites avaient pour but de développer des stratégies efficaces pour engendrer des formations et insérer des programmes sensibles au genre dans les institutions de sécurité du pays.

Une *Réunion de révision des Politiques* a été organisée *avec le Ministère Fédéral des Affaires Féminines et d'autres acteurs* dans le but d'intégrer les dispositions de la Résolution 1325 dans le projet de Politique Nationale de la Paix ainsi que dans la Politique Nationale du Genre. La réunion d'examen était une occasion de se pencher sur les clauses et d'explorer les domaines éventuels où l'on peut étendre et intégrer les éléments de base de la Résolution en guise de mise en œuvre de l'instrument au Nigeria.

Une Enquête de Terrain sur l'Impact de la Violence sur les Femmes a été menée dans les Etats du Benue, du Bornou, d'Ebonyi et du Delta pour produire des données sur des groupes de femmes qui ont été directement et indirectement touchés par les conflits dans leurs communautés. L'évaluation a porté sur une série de conflits violents d'origine ethnique ou religieuse qui se sont produits dans la ville de Jos du 17 Janvier à Jos Nord au 7 Mars 2010 à Dogo Ha Hauwa au Conseil du Gouvernement Local à Jos Sud et qui ont entraîné la mort de plus de 500 personnes

WANEP — Sénégal «««



WANEP-Sénégal a intensifié avec d'autres partenaires son engagement à promouvoir des moyens non violents pour résoudre le conflit prolongé en Casamance. WANEP-SÉNÉGAL a organisé un séminaire de formation pour les représentants de la **Commission Justice et Paix du Diocèse de Ziguinchor** sur la prévention, la gestion et la résolution des conflits. La formation a été financée par la Commission Épiscopale sur la Justice et la Paix au Sénégal. Cette Commission a été mise sur pied par le Diocèse Episcopal du Sénégal il y a un an pour promouvoir la doctrine sociale de l'Église et éduquer les gens sur les questions de justice par rapport à la vérité et à la réconciliation, y compris la formation sur les mécanismes des droits de l'homme.

Le Coordinateur National de WANEP-Sénégal a participé à un séminaire organisé conjointement par le Centre pour le Contrôle Démocratique des Forces Armées de Genève, la Commission de Défense et de Sécurité du Sénégal et l'Alliance pour les Migrations, le Leadership et le Développement. Le séminaire a examiné le rôle des **Parlements Nationaux et Régionaux** dans la recherche du dialogue pour mettre fin au conflit dans la région de la Casamance.

Dans le cadre de son **Programme d'Éducation à la Paix dans les Ecoles**, WANEP-Sénégal a organisé la cérémonie de lancement d'un club de la paix pour soutenir le processus de paix dans la région de la Casamance. Au cours de la cérémonie de lancement, l'on a loué les efforts des vétérans artisans de la paix tels qu'Abraham EHEMBA qui ont contribué à la stabilisation de la région de la Casamance. La commémoration des modèles a été utilisée comme une stratégie destinée à stimuler d'autres, surtout les jeunes à imiter leurs bons exemples.



Activités Des Réseaux Nationaux De WANEP««

WANEP—Sierra Leone««

WANEP-SL a tenu sa 9e *Assemblée Générale Annuelle (AGA)* à Makeni, la capitale administrative du Nord de la Sierra Leone sur le thème: *Programme pour le Changement-Reconstruire l'Espoir*. Sur 58 organisations membres, 50 étaient présentes. Au cours de la rencontre de deux jours, l'on a présenté aux organisations membres des exposés sur le Rapport de Gestion, le Rapport du Comité Directeur, les Etats Financiers Audités et le Budget Annuel. Les discours de circonstance ont été prononcés par Dr Christiana Thorpe, la Présidente de la Commission Electorale en Sierra Leone et un membre du Conseil Régional de WANEP. Des Certificats d'adhésion ont été délivrés à toutes les organisations membres dûment enregistrées et en règle.

En compagnie d'autres organisations de la société civile artisanes de la paix, WANEP-SL a rencontré *le Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-Moon* lors de sa visite en Sierra Leone. Les OSC ont demandé au Patron de l'ONU leur intégration dans les questions de paix, de sécurité, de gouvernance et de développement durable à tous les niveaux.

WANEP-Sierra Leone a pris une part active à l'élaboration du *Plan d'Action National de la Sierra Leone (SiLNAP)* pour la mise en œuvre des Résolutions 1325 et 1820. Les deux grands objectifs du Plan d'Action National sont :

- ✓ *Veiller à ce que les femmes et les filles ne soient nullement menacées par la violence fondée sur le genre et*
- ✓ *Veiller collectivement à ce que les besoins des survivants de violence sexuelle soient reconnus*

et traités. Le document du SiLNAP a été lancé à la fois à la 54ème session du CSW tenue au Siège de l'ONU à New York en Mars 2010 et au niveau local.

WANEP-Sierra Leone, les Partenaires dans la Transformation des Conflits (PICOT) et soixante (60) représentants des 12 Districts et de la Zone Ouest se sont réunis lors de son 12e Forum Semi-annuel sur la Paix et le Développement (PAD) dans le District de Kambia afin d'élargir le discours sur la paix et le développement, en tenant compte de la nécessité d'intégrer l'approche fondée sur les droits. Le thème du Forum était: *«Une Responsabilité pour Tous—Revoir la Gouvernance par la Chefferie et l'Administration Tribale en Sierra Leone»*. Les objectifs du forum de PaD sont : critiquer la conduite de l'élection des chefs suprêmes de 2010 et examiner le programme de réinsertion des victimes de guerre. À l'issue du forum Pad, un communiqué a été émis sur la corruption, la démocratie et l'état de droit, y compris la pertinence des coutumes et traditions au 21e siècle.

Dans la perspective de l'élection 2010 des représentants des Etudiants au Fourah Bay College, élection qui se caractérise habituellement par la violence et l'usage de langages malveillants, WANEP-SL a organisé une formation à la Paix et à la Non-violence dans cette institution supérieure qui est l'Université de Sierra Leone. Il est réjouissant de noter que l'élection 2010 des représentants des étudiants s'est déroulée sans incidents.

WANEP—Togo◀◀◀

C'était l'un des objectifs de WANEP-TOGO de faire en sorte que le résultat de l'élection présidentielle de 2010 au Togo ne soit pas aussi explosif que lors du dernier scrutin. WANEP-Togo a organisé des séminaires de renforcement des capacités et des campagnes de sensibilisation dans sept préfectures avec le soutien financier de l'Union Européenne et de ses Partenaires. Après l'évaluation de ces campagnes, le succès initial a encouragé WANEP-Togo à étendre l'expérience à d'autres populations cibles. Six villages supplémentaires situés dans la zone d'Adélé (Préfecture de Blitta) ont été inclus dans les campagnes de sensibilisation et d'éducation civique.



Avec l'appui de l'IFES, WANEP-Togo a organisé une série de formations à l'intention des 20 participants sélectionnés dans les cinq préfectures pour servir de moniteurs dans la **prévention de la violence électorale** en utilisant des outils d'alerte précoce. WANEP-Togo a organisé trois ateliers de formation pour des observateurs locaux de l'élection avec le soutien financier de l'Ambassade Britannique. WANEP-Togo a surveillé les campagnes des candidats à la présidentielle et a observé l'élection. Le jour des élections, le 04 Mars 2010, WANEP-Togo a déployé 351 observateurs électoraux dans le pays.

Dans le cadre de son **Programme d'Education Civique**, WANEP-Togo a exécuté en juin 2010 un projet étalé sur 12 mois et intitulé «**Éducation à la Citoyenneté pour les Jeunes dans la Région Maritime**». Le projet a été financé par l'Union Européenne. Dans le cadre de ce projet, WANEP-Togo a visité les 18 écoles ciblées dans le but d'impliquer les bénéficiaires dans l'identification des critères de sélection des jeunes du secondaire comme membres de clubs de la paix. Au total, 18 clubs de la paix devaient être formés pour engager les jeunes dans la promotion de la culture de la non-violence.

Le **Coordinateur du Réseau National de WANEP-Togo** a été nommé membre de la **Commission Vérité, Justice et Réconciliation**. Pour éveiller la population aux travaux de la Commission, WANEP-Togo a organisé des réunions de sensibilisation dans dix-sept (17) cantons des préfectures de Bocco et du Zio. En tout, un total de mille neuf cent trente (1930) personnes ont participé à ces réunions avec une moyenne de cent sept (107) participants par session.

Dans le cadre du **Programme d'Education à la Paix et à la Non Violence** dans les écoles primaires, programme qui a débuté en Février 2009, diverses activités ont été mises en œuvre dans le courant de 2010. Une session de formation a été organisée à l'intention des enseignants et des inspecteurs dans les écoles ciblées. Elle a porté sur **l'importance de**

la culture de la paix dans les écoles. Des rencontres ont été organisées entre des clubs de la paix. Le but de ces rencontres était d'amener les enfants qui sont membres des clubs à échanger leurs expériences. Un concours doté de prix a été organisé sur le thème; «**La non-violence dans les écoles**». Ce concours a permis aux enfants des clubs de la paix de démontrer leurs connaissances et leurs expériences pratiques dans l'application de ce qu'ils ont appris grâce à l'encadrement de leurs enseignants sur les valeurs de la coexistence pacifique. L'activité a marqué la fin d'un projet pilote de 18 mois. WANEP-Togo a reçu par la suite un accord d'extension du projet sur cinq mois. Au cours de la phase d'extension, un atelier a été organisé le 13 Juillet 2010 à Kpalimé pour présenter le rapport d'évaluation sur les défis et les impacts du projet-pilote.

À la fin du projet-pilote, WANEP-Togo a effectué une visite de travail **aux Inspecteurs d'école et au Ministère de l'Éducation** pour les informer officiellement des résultats du programme d'éducation à la paix. Partant des résultats positifs de cette phase pilote, WANEP-Togo se sent encouragé à entreprendre la deuxième phase du programme d'une durée de trois ans (2010-2013). Le 7 Octobre 2010, un atelier de planification de l'action a été organisé à Kpalimé avec huit membres déterminants du personnel (des inspecteurs et des conseillers pédagogiques) pour la mise en œuvre de la deuxième phase du programme d'éducation à la paix.

Lors de la célébration de la **Journée internationale de la Paix**, WANEP-Togo a lancé, en collaboration avec Danica GOELLER et Communication Mobile, "Action SMS", une stratégie d'alerte précoce et d'éducation à la paix négociée et conclue avec Togocel. Par SMS, des messages de paix ont été envoyés à 1487 (1487) abonnés de Togocel afin de promouvoir l'utilisation de la non-violence active comme un mode de vie.

LES REPÈRES «««

- ❑ Mise en place des réseaux nationaux du Cap-Vert et du Mali, ce qui porte le nombre de réseaux de WANEP à 14 dans les 15 États membres de la CEDEAO.
- ❑ WANEP est entré en partenariat avec l'Agence Suédoise de Développement International (S-I-D-A). Cette stratégie va renforcer la capacité de l'institution et de ses programmes sur trois ans.
- ❑ WANEP a contribué à l'avènement de la première transition démocratique en Guinée en œuvrant en faveur d'une issue pacifique de l'élection présidentielle.
- ❑ WANEP a contribué au succès de l'élection présidentielle au Togo
- ❑ WANEP a élaboré un programme de surveillance et de réponse à la violence électorale.
- ❑ WANEP a rajeuni le processus de paix à Bawku et a réactivé le Comité Interethnique de paix pour poursuivre le dialogue.
- ❑ WANEP a délivré des certificats à ses organisations membres qui sont actives.

Adresse des Réseaux Nationaux de WANEP «««

Contactez-nous

| ADRESSES | CONTACT |
|--|---|
| <p>BUREAU REGIONAL C542/18 Ashiakle Street Extension, Abelemkpe P.O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana, West Africa Tel:+233-030-2-775975, 775977, 775981, 775989 Fax: + 233-030-2776018 Email: wanep@wanep.org Website: www.wanep.org</p> | <p>Emmanuel Bombande <i>(Directeur Exécutif)</i></p> |
| <p>WANEP—BENIN Lot 1191 Q Cadjehoun-Kpota, Immeuble ADJIBI, à Coté de la mosquée de Cadjehoun, 3ème étage. 01 BP 5997 Cotonou Bénin Tél: Office +229-21309939 Cel: +229 97609605, 90119397, 95733952, +229 90977647 Email: wanep-benin@wanep.org; wanep_benin@yahoo.fr</p> | <p>Julien N. Oussou <i>(Coordinateur du Réseaux National)</i></p> |
| <p>WANEP—BURKINA FASO 11 BP 878 OUAGADOUGOU CMS 11, BURKINA FASO; Cell : +226 70 32 37 79; +226 76 51 16 51 Email: daboubacar@wanep.org; bubazi@yahoo.fr</p> | <p>Valerie Ouedraogo <i>(Coordinatrice du Réseaux National)</i></p> |
| <p>WANEP—CAP VERT Auditora Principal Tel: +00238 2647444 Email: jvosm33@yahoo.ca, wanep-capeverde@wanep.org</p> | <p>Judite Medina <i>(Coordinatrice du Réseaux National)</i></p> |

| | ADRESSES | CONTACT |
|--|--|---|
| | <p>WANEP—COTE D'IVOIRE 09 BP 3320 Abidjan 09; Cocody 2plateaux Aghien, SICOGL A Bat G Porte 78 Tel: + 225 22422220, 22423339 Cel: +225 05677677, 05096710, 08142248 Email: kintio2001@yahoo.fr; wanepci@yahoo.fr wanep-cotedivoire@wanep.org</p> | <p>Marguerite Yoli-Bi Koné <i>(Coordinatrice du Réseaux National)</i></p> |
| | <p>WANEP—THE GAMBIA P.O. Box 2252; 105 South Atlantic, Fajara KMC, The Gambia Tel: +220 8805885, 8860515 Cel: + 220 9934349, 7934349 Email: wanep-gambia@wanep.org; wanepgambia@yahoo.co.uk; pcole@wanep.org; kehindecole@yahoo.com</p> | <p>Pamela K. Cole <i>(Coordinatrice du Réseaux National)</i></p> |
| | <p>WANEP—GHANA Post Office Box 963; Tamale- Northern Region, Ghana Tel: +233 3720 22464, +233 264 601070 Email: wanep-ghana@wanep.org; ghanep@gmail.com jbayor@wanep.org; Website: www.wanep.org/wanep/networks-ournetworks/ghana.html</p> | <p>Justin Bayor <i>(Coordinateur du Réseaux National)</i></p> |
| | <p>WANEP—GUINEA Rue de madina marché, quartier Dixinn Terrasse, Email: wanep-guinea@wanep.org, wanep.guinee@yahoo.fr</p> | |
| | <p>WANEP—GUINEA BISSAU Rua Justino Lopes (Junto Mercado Central), C. P.: 1145, Bissau. Tel: +245 590 93 77, 676 94 18, 720 41 34 Email: wanepbissau@yahoo.fr; wanep-guineabissau@wanep.org Website: www.wanep.org</p> | <p>Robana Nhaté <i>(Point Focal)</i></p> |
| | <p>WANEP—LIBERIA 19th Street Sinkor, Cheeseman Avenue, Monrovia, Liberia Tel: +231-2 -2001463, 22001466 Cel: +231 6519187 Email: lindorah@yahoo.com, wanep-liberia@wanep.org; lhoward-diawara@wanep.org</p> | <p>Lindora Howard-Diawara <i>(Coordinatrice du Réseaux National)</i></p> |

| ADRESSES | CONTACT |
|---|---|
| <p>WANEP—MALI Tél: +223 66515689 Email: moctarhanne@hotmail.com, wanep-mali@wanep.org</p> | <p>Moctar Hanne <i>(Coordinateur du Réseaux National)</i></p> |
| <p>WANEP—NIGER BP 842 Niamey République du Niger Cel: +227 96267809, 90034418 Fax: +227 20733727 Email: halimaay@yahoo.fr</p> | <p>Halima Amadou <i>(Point Focal)</i></p> |
| <p>WANEP—NIGERIA 30B Oba Babinton Ashaye Crescent, Omole Phase 1, Ojudu Berger, Ikeja Lagos Tel: +234 819-8282, Cel: + 234-803306615 Email: iokchukwu@wanepnigeria.org, mails4tcelifa@yahoo.com, info@wanepnigeria.org</p> | <p>Ifeanyi Okechukwu <i>(Coordinateur du Réseaux National)</i></p> |
| <p>WANEP—SENEGAL Cité Biagui 1 Villa 12, BP 87 Ziguinchor Tel: +221 33 9917569 Cel: +221 77 718 76 94 Email: wanep-senegal@wanep.org; pcoly@wanep.org wanepsenegal2003@yahoo.fr</p> | <p>Pierre Lucien Coly <i>(Coordinateur du Réseaux National)</i></p> |
| <p>WANEP—SIERRA LEONE 50 Circular Road, Freetown, Sierra Leone, P.O. Box 657 Tel: + 232 22 226 284, +232 33 644 242, 76 644 242 Email: wanep-sierraleone@wanep.org, edijombla@yahoo.co.uk</p> | <p>Edward Jombla <i>(Coordinateur du Réseaux National)</i></p> |
| <p>WANEP—TOGO Rue Doupouli, Tokoin cassablanca, A côté du Centre Médico-social—CMS de Cassablanca Lomé Tel: +228 220 6279, 2354800, +228 916 3824, 947 55 94 Email: wanep-togo@wanep.org; waneptogo@yahoo.fr</p> | <p>Claudine Ahiany-Kpondzo <i>(Coordinatrice du Réseaux National)</i></p> |



the history of WANEP«««



West Africa Network for Peacebuilding

